

# Points de repères

ANALYSES, PERSPECTIVES, DÉBATS

Volume 6, numéro 1 • Automne 2005



## Dans ce numéro

### Perspectives :

Le Forum social mondial .....4

Dossier Venezuela .....12

### Panorama :

Mexique, Brésil, Inde .....20

### Controverses :

L'Iran dans la mire; L'industrie militaire  
canadienne en Irak .....29

**POINTS DE REPÈRE**

Trimestriel publié trois fois l'an. Abonnement : 20 \$ (30 \$ de soutien)

Correspondance et abonnements :

Alternatives

3720 avenue du Parc

bureau 300, Montréal

(Québec) H2X 2J1

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement le point de vue d'Alternatives.

# Table des matières

Avant-propos.....	4
<b>PERSPECTIVES</b> : Le Forum social mondial.....	5
- Le Forum social mondial et la société civile mondiale	
- L'altermondialisme en transition	
- Le mouvement altermondialiste entre hésitations, deuxième souffle et maturation	
<b>DOSSIER</b> : Le Venezuela.....	12
- Le Venezuela bolivarien	
- À la recherche d'un projet contre-hégémonique	
- Pourquoi Chavez ?	
<b>PANORAMA</b> .....	20
- Restructurations néolibérales et résistances ouvrières dans le Mexique de l'ALÉNA	
- Les quatre crises du Brésil de Lula	
- Le rapprochement stratégique de l'Inde et des Etats-Unis	
- Militarisme et impérialisme au XXe siècle	
<b>CONTROVERSE</b> .....	29
- L'Iran dans la mire	
- Le chaos irakien	
- L'industrie militaire canadienne en Irak	
- Pourquoi «Alternatives-international» ?	

# Avant-propos

La revue *Points de repères* a une histoire comme tant d'autres publications progressistes qui ont essaimé dans notre paysage intellectuel et politique. Cette revue avait en effet été lancée à l'automne 1979 par le *Collectif d'information et de travail anti-impérialiste*, et dont l'objectif était alors de promouvoir un «internationalisme actif en tant que pratique politique intégrante du mouvement populaire», en tant que «pratique combative contre l'impérialisme y compris l'impérialisme canadien, en tant que «pratique de masse non-sectaire et ouverte politiquement». <sup>1</sup> À l'époque pas si lointaine des années 1970-80, plusieurs comités de solidarité animaient des mouvements d'appui aux luttes dans le tiers-monde (Chili, Vietnam, Iran, Angola, Afrique du Sud, Palestine, etc.). *Points de repères* dans ce contexte se voulait un outil d'analyse critique permettant aux militants et aux militantes de s'approprier les enjeux complexes des luttes anti-impérialistes. En 1996, la revue était «réinventée» sous l'égide d'Alternatives, une organisation s'inscrivant dans le mouvement altermondialiste. Il y a donc des éléments de continuité et aussi des éléments de rupture dans ce travail qui continue dans le contexte du formidable développement d'un mouvement social de plus en plus mondialisé.

## Le capitalisme et l'impérialisme au XX<sup>ième</sup> siècle

Le monde dans lequel nous vivons est certes complexe, mais on ne peut contourner le fait que l'essentiel de sa production et de sa reproduction découle d'une structure qui a été baptisée depuis longtemps de capitaliste. L'incroyable diversité des sociétés contemporaines, de leurs contradictions et de leur évolution, s'inscrit dans cette organisation sociale capitaliste, qui n'est bien sûr ni figée ni immobile, jamais uniforme. Une des manifestations de cette organisation capitaliste du monde est l'impérialisme, qui découle du développement inégal entre les formations sociales, qui «permet» aux plus forts de dominer les plus faibles, plus seulement comme dans le passé par le contrôle direct du territoire, mais aussi et de plus en plus par la manipulation des leviers économiques. Le «Sud» et le «Nord» qui sont des figures politiques plutôt que géographiques appartiennent à un même ensemble intégré, découlant l'un de l'autre et dépendant l'un de l'autre. Aussi, la «mondialisation» qui apparaît comme un phénomène «objectif», presque «naturel» est la forme qui exprime cette domination impérialiste et donc la phase contemporaine du capitalisme. Une fois dit cela, tout cela se traduit, s'exprime, se développe sous mille formes, mille trajectoires, mille projets. Le capitalisme et l'impérialisme ne sont pas apparus sur une «page blanche». Les sociétés sur lesquelles ils prennent forme ont chacune leur histoire, leur «code», leurs structures sociales anciennes qui chacun à leur manière font que le système dominant ne se reproduit pas d'une manière identique au Canada, en Espagne, en Chine ou au Brésil. C'est cette réalité complexe que nous voulons explorer dans cette nouvelle série de *Points de Repères*.

## Des «acteurs» et des luttes

Une bifurcation importante a été également effectuée entre le moment politique de 1978 et celui d'aujourd'hui. Une certaine vision «structuraliste» de la réalité contemporaine a été dépassée, qui mettait un peu de côté le rôle des «acteurs» en voyant l'évolution des sociétés au prisme du développement du capitalisme davantage que dans les résistances et l'élaboration de ces alternatives à ce développement. Aujourd'hui, l'apport de perspectives diverses a permis de dépasser ce «marxisme structuraliste», d'où de nouvelles passerelles entre la pensée critique et les mouvements sociaux. Depuis quelques années, un «nouveau» mouvement social est en émergence. On met «nouveau» entre guillemets parce que ces luttes et ses résistances s'inscrivent à la fois en continuité avec ce qui a précédé et à la fois en rupture, par ses formes, son langage, ses «utopies» pourrait-on dire. Il n'y a certes pas de «moment fondateur» de ce nouveau mouvement social. Mais l'insurrection zapatiste (1994), les gigantesques mobilisations contre les politiques néolibérales (Seattle, Genoa, Québec, etc.) à partir de 1998 de même que les convergences sociales et politiques altermondialistes surtout en Amérique du Sud et dans le sillon du Forum social mondial, sont autant de marqueurs de cette évolution. Encore là, il est nettement insuffisant de tout mettre dans le même sac et de nier la diversité des mouvements, des résistances et des alternatives qui en émergent. En fonction de cela, dans les prochains numéros, *Points de Repères* entend documenter cette réalité multiforme des mouvements. Nous ouvrirons donc plusieurs chantiers :

- L'évolution du mouvement altermondialiste dans ses diverses composantes et manifestations, ce qui inclut évidemment le Forum social mondial;
- Le développement des résistances et des alternatives dans le monde, dans leur diversité, contradictions, leurs perspectives;
- Les stratégies mises en place par les États et les dominants pour faire échec à des résistances, les dévoyer ou les mâter (coercition et hégémonie).

## Territoires à explorer

Dans ce premier numéro, nous vous proposons une exposition qui sera essentiellement la même dans les prochains numéros :

- Une section «perspectives» que nous consacrons ce mois-ci au Forum social mondial;
- Une section «dossier», qui porte sur le Venezuela, qui se trouve de plus en plus au premier plan des résistances contre l'impérialisme;
- Une section «panorama», avec des textes sur diverses problématiques concernant le mouvement social et altermondialiste dans le monde;
- Enfin la section «controverses» au sein de laquelle vous trouverez des opinions, déclarations, reflétant des points de vue divers, sur des thèmes d'actualité, en l'occurrence les crises de l'Iran et de l'Irak.

## Bonne lecture !

**Pierre Beaudet**

<sup>1</sup> Le collectif d'information et de travail anti-impérialiste, «Bilan et perspectives», *Points de repère*, volume 1, numéro 1, automne 1979.

# Perspectives



**Le Forum social mondial (FSM) réunit depuis 2001 les mouvements sociaux du monde entier dans un processus extrêmement riche et ouvert. En 2006, le Forum sera «polycentrique» avec des événements à Caracas, Bamako, Karachi, notamment. Le défi est immense et génère des réflexions comme celles que vous trouverez ci-bas.**

# Le Forum social mondial et la société civile mondiale

Le Forum social mondial constitue l'un des cadres principaux dans lequel se développe la société civile progressiste contemporaine. Le processus du FSM a densifié les réseaux des mouvements sociaux et re-questionné la relation au pouvoir politique. Défini comme un «espace» (dans la Charte du FSM) et non comme un lieu délibératif où se prennent des «décisions», le FSM ne prétend pas représenter les mouvements ni développer les consensus. Néanmoins, l'espace en question facilite l'élaboration de stratégies et d'actions communes. De par sa nature, c'est un espace qui fait constamment l'objet de débats et de transformations.

*Par Hilary Wainwright \**

## Le contexte

Derrière le FSM, il y a un nouvel environnement politique et social. Des masses de gens, surtout dans le Sud, décrochent d'un système qui pendant deux décennies a imposé la loi du marché et miné les systèmes démocratiques. Face à tout cela, de nouveaux mouvements, alliances et initiatives ont émergé dans la lutte pour la justice sociale et la démocratie, se définissant comme autonomes et disposant de leur propre identité. Le FSM a été un excellent véhicule pour ce développement. Son potentiel a été renforcé par le symbolisme initial autour de l'expérience participative de Porto Alegre où se sont développées de nouvelles formes de démocratie au-delà de l'imaginaire traditionnel de la gauche.

## Le pouvoir de la société civile

Au départ assez marqué par les mouvements d'Amérique latine (dont les syndicats, le mouvement des sans terre, les intellectuels), le FSM est devenu au fil du temps un espace réellement ouvert où s'expriment la résistance et les alternatives à l'ordre mondial néolibéral. De nombreux groupes sociaux ont profité de cette impulsion, notamment des jeunes, des chômeurs, des Dalits (hors caste en Inde), des communautés rurales et urbaines exclues. Ce sont surtout des groupes traditionnellement exclus qui n'avaient pas de capacités stratégiques qui en ont profité en acquérant une plus grande conscience de l'injustice et de l'oppression et surtout des conditions nécessaires pour que la lutte pour le changement social réussisse. Parallèlement, des campagnes internationales ont été renforcées dans toutes sortes de domaines. Cette plus grande cohésion de la société civile mondiale a été démontrée lors des manifestations anti-guerre de février 2003 à la suite des appels du Forum social européen (à Florence) et du troisième Forum social mondial (en 2003).

## Ouvrir les institutions politiques

Comment ce nouveau pouvoir de la société civile peut influencer les institutions politiques ? Il y a certes une tension entre la capacité du mouvement altermondialiste de développer des bases de pouvoir (y compris dans l'organisation d'espaces autonomes de l'État, selon l'inspiration zapatiste) et de l'autre côté des appels pour intégrer l'espace politique. L'influence du FSM a été plus évidente pour ouvrir les institutions politiques. Sur la

question du commerce et des revendications des pays du sud, il y a eu un effort concerté des réseaux d'intervenir dans ce débat à travers le FSM. Les campagnes pour mettre de l'avant des politiques économiques alternatives et de nouvelles relations nord-sud ont eu un impact sur la question du pouvoir et de la démocratie. Ce qui est une question de marché pour les pays riches est souvent une question de survie pour les pays pauvres. Ceux-ci ont fini par admettre qu'ils ne pouvaient négocier avec l'Europe et les Etats-Unis sans l'appui de la société civile organisée. Lors de la réunion de l'OMC à Cancun en 2003, une alliance de divers pays du sud (Kenya, Corée du Sud, Brésil, Inde), a bloqué le projet mis de l'avant par l'Union européenne et les Etats-Unis sur l'agriculture et la privatisation des services publics. Cela a été un succès en partie à cause des pressions et des mobilisations de la société civile un peu partout dans le monde.

## Partis et mouvements : des liens à revoir

Sur un autre registre, le FSM a réussi à changer en partie au moins les rapports entre mouvements sociaux et partis politiques de gauche. Lors du quatrième Forum social en Inde en 2004, les mouvements sociaux qui luttaient alors contre le gouvernement d'ultra-droite du BJP se sont fortement mobilisés. Mais également, ils ont changé des choses au niveau des partis de gauche, généralement de tradition stalinienne, et qui considéraient généralement les mouvements comme leurs «fronts de masse». Les mouvements sociaux indépendants ont acquis plus de force et d'influence, tout en concédant un espace important pour les partis de gauche. Des organisations dalits, féministes de gauche, écologistes, ont joué un rôle important. Selon le chercheur militant Achin Vanaik, «Mumbai annonce ce qui s'en vient en Inde dans le mouvement social». Quelques mois après le FSM, la mobilisation des dalits a été un élément significatif dans la défaite électorale du BJP aux élections nationales.

Certes, le FSM insiste pour maintenir le focus sur la société civile et sur son autonomie par rapport aux partis et à l'État. En réalité, les partis de gauche ne sont pas loin. Le PT au Brésil a joué un rôle important dans l'organisation du FSM à Porto Alegre. En Europe, il en est de même pour des partis comme le Partito Rifondazione Comunista, ou en Inde avec les trois principaux partis communistes. Selon Medha Patkar qui anime une vaste coalition de mouvements populaires, «le FSM traduit surtout le pouvoir populaire et l'intervention politique non-électorale. Ceux qui représentent un point de vue alternatif sur le développement doivent élaborer davantage leur idéologie et leur stratégie et c'est pour cela que le FSM est important.»

Il faut noter l'importance qu'ont acquise dans les Forums des mouvements qui sont traditionnellement marginaux. Ce sont des mouvements qui s'investissent dans la définition d'alternatives plus larges, et plus seulement pour la défense d'intérêts particuliers. Ce sont des mouvements dont l'identité change et se politise parce qu'ils deviennent des acteurs critiques dans la société. Ils contestent le monopole du pouvoir y compris de ceux qui traditionnellement dominent la lutte pour la transformation comme les partis de gauche. Il est évident maintenant que des partis de gauche même puissants ne peuvent défendre le contrôle populaire et l'égalité politique contre le pouvoir économique corporatif, les appareils militaires ou les institutions bureaucratiques de l'État. Des mouvements se sont développés

dans la société civile justement là où les partis de gauche ont échoué. Le FSM exprime la volonté de ces mouvements et de ces réseaux de se lier ensemble, de connecter l'universel et le particulier, et donc ce qui était dans le passé l'apanage des partis. Dans la notion traditionnelle du parti, le particulier devait être dominé par l'universel traduit par le programme du parti. Le respect du FSM pour la diversité et la pluralité est basé sur la reconnaissance du fait que ces luttes et ces mouvements sont une source de créativité, de vision et de pouvoir. Le respect pour l'autonomie des mouvements facilite les interconnexions et demeure fondamental pour le FSM.

## Démocratiser le FSM

Dans quelle mesure le FSM est-il à la hauteur de ses ambitions démocratiques ? Pour un de ses fondateurs, le chrétien de gauche Chico Whitaker, le FSM est un «laboratoire, une usine à idées, un incubateur dans lequel mijotent de nouvelles initiatives pour un autre monde». Pas question donc de produire des déclarations, des programmes. Le FSM crée et nourrit des conditions pour une série d'actions interconnectées, autonomes. Les principes démocratiques qui l'animent doivent nourrir cette vision. Cependant, en apparence, le FSM fonctionne d'une manière traditionnelle. Il n'est pas un lieu de pouvoir, mais on y observe des luttes de pouvoir sur le contenu, la durée et le choix des orateurs qui sont perçus comme ceux établissant l'agenda du Forum. Mais les animateurs du Forum s'efforcent de faire en sorte que le Conseil international et les comités organisateurs jouent un rôle de facilitation dans le processus de consultation qui doit traverser les frontières habituelles entre nations et secteurs. En 2004 par exemple, la commission sur la méthodologie a élaboré le programme à travers un processus de consultations électroniques couplé à des rencontres bilatérales entre mouvements désireux de travailler sur des axes communs. Ce processus est basé sur une démocratie participative telle que promue dans la Charte du FSM.

## Et demain ?

Le FSM exprime un potentiel d'une approche démocratique construite sur des réseaux horizontaux de divers acteurs venant de la société civile. Il s'agit d'un processus à directions multiples par lequel la société civile progressiste résiste contre les structures de pouvoir autoritaires. Les institutions de pouvoir demeurent unifiées, mais la résistance vient de divers angles, qui s'ajustent là où le combat démocratique peut porter.

\* Wainwright est l'éditrice de «Red Pepper», une revue politique altermondialiste publiée à Londres



## Éléments pour un bilan du FSM en 2005

Avec 155 000 participants provenant de 33 pays, le cinquième FSM a eu lieu dans un endroit spécialement construit à Porto Alegre. Au-delà de la logistique spectaculaire de l'événement, l'avenir du FSM était en question. Est ce que le FSM est en train de devenir un gigantesque Woodstock de gauche où Hugo Chavez prend la place de Mick Jagger ?!?

Le FSM constitue une expérience importante pour ceux qui y participent. Il permet aux mouvements et aux campagnes de mieux s'articuler, ce qui n'est pas nécessairement évident quand on arrive sur place et qu'il faut choisir parmi les activités innombrables qui sont proposées dans un programme de plus 50 pages ! Est ce que tout cela en vaut la peine ? Au-delà des rencontres intéressantes qui surviennent ici et là, est ce qu'il y a une réelle fertilisation mutuelle entre les mouvements et les luttes ? La question est d'autant plus importante qu'un nouveau paradoxe apparaît. D'une part le mouvement social a ces dernières années gagné en bonne partie la «bataille des idées». Tout le monde y compris le Forum économique mondial (dit de «Davos») reconnaît que les thèmes du FSM sont dominants : pauvreté, démocratie, environnement, etc. L'élite du monde entier demande à écouter Lula. Mais d'autre part, rien ne bouge au niveau du pouvoir. Tout en écoutant poliment Lula, le FMI et les autres gros joueurs du néolibéralisme lui imposent de rembourser la dette illégitime, ce qui l'empêche de mettre en œuvre les programmes sociaux pour lesquels il a été élu !

Autre dilemme, la démocratie. Pour le FSM, la démocratie n'est pas seulement ce quoi on aspire, mais ce qu'on veut mettre en place maintenant. En 2005, au lieu d'un programme «officiel», on a eu des «axes» organisés de manière autonome par les organisations participantes, à la suite d'une large «consulta» dont le but était de mettre ensemble les groupes voulant travailler sur des perspectives similaires. Si en principe tout cela est satisfaisant, en pratique, ce n'est pas évident. La prolifération des propositions rend l'environnement du FSM difficilement compréhensible. Au bout de la ligne toutefois, la majorité des participants ont semblé accepter de travailler en dehors d'un programme central. Les activités autorganisées ont créé une intéressante tapisserie d'idées sur toutes sortes de thèmes et sous un mode différent. Parallèlement, les mouvements sociaux se sont concertés. Les campagnes contre la guerre, contre l'OMC et la privatisation du secteur public ; le mouvement qui s'organise sur les changements climatiques, les paysans et les consommateurs qui agissent contre les OGM ; les femmes et leur marche mondiale de Sao Paulo à Bamako en passant par Casablanca et Barcelone. De cette façon, le FSM agit comme catalyseur des actions des collectivités plutôt que comme cadre embryonnaire d'une nouvelle force politique.

H.W.

# L'altermondialisme en transition

**Le mouvement altermondialiste est confronté aujourd'hui au débat stratégique. Cette intervention aborde quelques-unes des questions posées par ce débat. L'hypothèse de travail est que la phase « néolibérale » de la mondialisation, que je définirais comme une phase de reconquête, est une phase de transition qui est probablement en voie d'achèvement. Trois scénarios définissent les successions possibles. Il s'agit de pointer les cohérences correspondant à des modèles et à des modes de pensée économique et politique et non de scénarios d'évolution des situations.**

*Par Gustave Massiah \**

## Le scénario néo-conservateur

De 1980 à aujourd'hui, nous assistons au renforcement du modèle néo-conservateur. De 1980 à 1989, c'est la période de l'expérimentation et de la montée en puissance. À partir de 1989, nous sommes dans la revanche sociale. En 1995, commence à émerger et à s'organiser un mouvement anti-systémique, le mouvement altermondialiste. En 2001, les attentats de New York accélèrent le virage néo-conservateur. La nomination de Wolfowicz à la présidence de la Banque Mondiale est symbolique de cette évolution. Ce scénario correspond à un monde de guerre ; la concurrence économique se pense comme la guerre, y compris la guerre préventive. Quand on voit la montée des fondamentalismes, des mouvements intégristes et évangélistes dans le monde, on comprend bien ce que signifie une révolution conservatrice. Permettez-moi de citer Gramsci, qui annonçait de manière assez terrible dans ses années de prison: « Le vieux monde se meurt. Le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur, surgissent les monstres. »

## Le scénario altermondialiste.

Il avance la proposition de l'accès pour tous aux droits fondamentaux, à la paix et à la démocratie. Il peut être considéré comme utopiste, mais une utopie peut-être la réalité de demain. Il se construit comme une utopie concrète et sert de référence à de nouveaux idéaux et de nouveaux possibles.

## Le scénario des nouveaux keynésiens

Il correspond au retour à des formes de régulation publique économique et sociale. Le néolibéralisme a mené l'attaque frontale contre les politiques keynésiennes qu'on qualifie aussi de fordistes, sociales-libérales ou de l'Etat social. Le modèle européen était directement visé. On peut faire l'hypothèse que la capacité d'intervention du keynésianisme, comme proposition de régulation, n'avait pas été complètement épuisée. Il reste à réfléchir à des politiques keynésiennes fonctionnant en économie ouverte et à l'échelle mondiale, et non de reprendre l'idée des politiques keynésiennes telles qu'elles ont pu fonctionner auparavant. Ce troisième scénario progresse. C'est probablement là-dessus que s'est opérée la rupture entre Joseph Stiglitz et la Banque Mondiale. J. Stiglitz, partant de l'expérience de libéralisation

en Russie conduite suivant les préceptes du néo-libéralisme à la Friedman (il n'y a qu'à laisser jouer les marchés) a affirmé qu'il faut un Etat, même pour libéraliser. Si on ne veut pas la généralisation du capitalisme maffieux, la voie chinoise est préférable à la voie russe.

## Des luttes à prévoir

Chacun de ces modèles s'analyse en cohérence avec des appuis sociaux et des alliances entre des catégories sociales. Il n'y a pas d'automatisme dans le rapport entre les projets et les bases sociales, mais il y a de fortes relations ; on ne peut pas apprécier et comprendre un projet en dehors de ses soubassements sociaux et de ses conséquences sociales. Les modèles formalisent des projets qui se définissent comme des réponses aux contradictions sociales.

De ce point de vue, le premier scénario est porté par des courants régressifs, néoconservateurs, fondamentalistes, intégristes, qui malheureusement progressent beaucoup dans le monde. Le deuxième scénario est porté par le courant, altermondialiste, par la convergence des mouvements qui a été présentée plus haut et qui s'est engagé dans la construction d'un nouveau mouvement social et citoyen. Le troisième scénario est porté par des couches, sociales confrontées à la précarisation et par une partie des couches moyennes, qui ont été particulièrement visées par la « reprise en main » néolibérale. Les bases sociales des différentes approches ne sont pas disjointes ; des projets différents peuvent tenter les mêmes catégories.

Ces scénarios ne sont pas des scénarios d'anticipation ou de prévisions, ce sont des scénarios sur les courants de pensée possibles. Le conflit entre ces courants participera à la construction d'une nouvelle pensée économique, sociale et politique. Aujourd'hui, il existe un rapprochement entre les courants altermondialistes et des nouveaux-keynésiens contre le courant néo-conservateurs. Jusqu'où peut aller ce rapprochement, qui en tirera les fruits et comment pourra être caractérisée et appréciée la logique qui en résultera ? L'histoire reste à écrire et dépend de nos mobilisations.

\* Massiah est co-président du Centre de solidarité internationale CEDETIM à Paris et membre du bureau de direction d'Alternatives-international.



# Le mouvement altermondialiste entre hésitations, deuxième souffle et maturation

**Pour beaucoup d'observateurs, l'affaire était entendue, le mouvement altermondialiste était soit en panne soit dans un processus d'essoufflement. Ce pronostic reposait sans doute sur un certain nombre de réalités. Il a toutefois été largement démenti par le succès et la grande qualité du cinquième forum social mondial qui s'est tenu du 26 janvier au 1er février 2005 à Porto Alegre. Plus que d'un deuxième souffle ou d'un nouveau départ, il s'agit d'une véritable manifestation de maturité qui n'élimine pas pour autant d'un coup de baguette magique des difficultés évidentes.**

*Par Gilbert Wasserman \**

Comment se forme un commentaire dominant ? Souvent sur des constructions politiques ou idéologiques un peu artificielles mais souvent aussi sur une large part de réel. Il en va probablement ainsi du commentaire dominant sur l'état du mouvement altermondialiste dans la période qui a précédé le cinquième forum social mondial à Porto Alegre. Ce mouvement, dont tout un chacun avait du reconnaître la fulgurante percée dans les années précédentes, était en effet, de façon générale, présenté comme affaibli, essoufflé, porteur d'espoir sans doute mais en difficulté. Impossible dès lors pour tout altermondialiste lucide d'échapper à une réflexion sur la réalité ou non de cette présentation et surtout sur les faiblesses effectives d'un mouvement jeune et puissant certes mais qui n'est pas plus qu'un autre préservé par nature des contradictions, voire d'une usure précoce.

## Identifier les signes de faiblesse

Il serait trop facile de dire que les seuls signes de difficultés viennent d'Europe mais c'est sur ce continent qu'ils se manifestent le plus vivement. Tentons donc de les identifier. Le mouvement altermondialiste ne se réduit pas aux Forums sociaux, mais ces derniers donnent le pouls de celui-ci. Sans conteste, le Forum social européen tenu à Londres en octobre 2004 a été quantitativement et qualitativement bien moins réussi que les deux éditions précédentes. Florence, en 2003, qui avait l'avantage et l'excuse de la nouveauté, avait vu coexister plusieurs réalités : une remarquable mobilisation contre la menace de guerre, une forte présence des jeunes, une ambiance dynamique et combative mais en même temps une relative polarisation autour de l'extrême gauche européenne qui pouvait être un frein à l'élargissement nécessaire du mouvement. Le tir avait été plutôt bien corrigé pour le FSE de Paris-Saint-Denis dans la préparation duquel un gros effort avait été fait pour donner au forum le caractère le plus inclusif possible, inclusif en termes d'élargissement des organisations participantes mais aussi des thèmes abordés. Cette deuxième édition avait toutefois été handicapée par une trop grande dispersion des lieux, ce qui a rendu l'ambiance moins dynamique qu'en Italie. Londres a marqué un pas en arrière qui s'il se répétait à Athènes (beaucoup d'efforts sont en cours pour que ce ne soit pas le cas) placerait le mouvement en Europe en très fort décalage avec son évolution au plan mondial. L'échec n'est pas que quantitatif (20 000 participants seulement contre trois fois plus lors des éditions précédentes), il est qualitatif. Le FSE a été comme pris en otage, d'une part

par le Socialist Worker Party, formation d'extrême gauche britannique qui compense sa marginalité par un militantisme efficace, d'autre part par le maire de Londres, Ken Livingstone, qui dès lors qu'il finançait le forum l'a utilisé un peu trop à sa guise. Dans les deux cas, il s'agissait d'une violation de la charte des forums qui ne peut avoir pour effet qu'un risque de distanciation à l'égard du processus en Europe de la part des grandes organisations syndicales, des ONG, des grandes associations, de certains mouvements sociaux qui sont pourtant, au plan mondial, le cœur même de la dynamique des forums. Insatisfaction qualitative également due au fait que le FSE en 2004 n'a que très peu parlé de l'Europe alors que la Constitution européenne est à l'ordre du jour. Dans le même temps, cette faiblesse n'est pas due qu'aux organisateurs britanniques mais aux différences évidentes d'appréciation sur cette question dans le mouvement à échelle du continent.

D'autres facteurs critiques ont porté sur la méthodologie du débat dans les forums sociaux qui, à l'évidence, ne concernent pas que les forums européens. Le risque de tourner en rond sur les mêmes thèmes au bout de plusieurs éditions, la difficulté de sortir des grands messes centrées autour de personnalités emblématiques mais où les participants sont surtout des spectateurs, le manque de vrais débats contradictoires, la difficulté à construire collectivement des propositions. De ce point de vue, au terme du troisième Forum social mondial tenu à Porto Alegre en janvier 2003, on sentait déjà clairement qu'on était arrivé au bout d'une forme de forum et qu'il fallait envisager des mutations. Ces mutations ont commencé à avoir lieu en janvier 2004 à l'occasion du FSM de Mumbai en Inde mais on ne peut dire qu'elles avaient été préparées par le Conseil international. Elles se sont d'une certaine façon imposées d'elles mêmes. L'innovation fut surtout la transformation du FSM en mouvement social en lui-même avec les défilés ininterrompus de dizaines de milliers de représentants de toutes les causes légitimes - et elles sont légion -, qui s'expriment en Inde. Du coup, la participation des catégories populaires, des exclus et tout particulièrement des dalits (intouchables) fut très forte. En contrepoint, le débat et la formulation de propositions de portée mondiale n'avaient que peu progressé. Porto Alegre 2005 devait donc relever le défi de tout à la fois conserver cette dynamique mobilisatrice et de faire avancer le débat, les propositions et la construction de campagnes internationales. Le Conseil international s'est attelé à cette tâche difficile pendant la courte année de préparation du forum mais le succès n'était pas acquis d'avance. Il l'était d'autant moins que la perte par le PT de la municipalité emblématique de Porto Alegre lors des élections municipales de novembre 2004 qui faisait suite à la perte de l'État du Rio grande do Sul en 2002 était largement de nature à semer le trouble.

## Des difficultés plus structurelles

Les problèmes réels ou potentiels du mouvement altermondialiste ne tiennent cependant pas qu'au mode d'organisation des forums et à leur attractivité. On pointera ici quelques difficultés d'ordre plus structurel. Il faut évidemment les relativiser car chacune de ces difficultés prend place sur un fond non contestable de succès très significatifs de ce mouvement. Ainsi, quand le forum de Davos se sent obligé de modifier son programme et son agenda en puisant dans les questions habituellement traitées à Porto Alegre pour tenter d'élaborer face à la pauvreté et au

sida une sorte de théorie du capitalisme compassionnel, c'est un écho très direct de l'influence effective des thèmes altermondialistes. Lorsque Jacques Chirac, avec d'autres chefs d'État ou de gouvernement, de façon très réductrice sans doute, reprend des propositions de taxation internationale proches de la taxe Tobin qu'il combattait hier avec virulence, c'est d'une véritable victoire conceptuelle de ce mouvement qu'il s'agit. Lorsque le même sonne le tocsin dans toutes les arènes mondiales sur l'aggravation des risques écologiques, sans pour autant jamais traduire cela en France par une politique concrète, c'est tout de même en écho à la sensibilisation sur ces questions produite ensemble par le mouvement écologiste et par l'altermondialisme.

Pourtant, les difficultés existent. Difficulté, même si la mutation sémantique a été acceptée comme une traînée de poudre, à passer dans les faits de l'anti à l'altermondialisation, c'est-à-dire à une construction alternative. Difficulté à construire sur d'autres sujets, de grandes mobilisations mondiales de l'ampleur de celle réussie contre la guerre en Irak. Difficulté dès lors à construire des rapports de force qui, au-delà de la conscientisation et de l'éducation populaire, permettraient de remporter des victoires concrètes significatives endiguant les effets de la globalisation capitaliste. Difficulté à faire grandir dans les catégories populaires un mouvement qui semble impliquer surtout les couches moyennes et les catégories les plus diplômées, ce en Europe tout au moins car c'est inexact en Inde ou en Amérique latine. Difficulté à savoir gérer les différences et les divergences alors qu'elles sont constitutives d'un mouvement qui succomberait à toute tentative d'homogénéisation artificielle ou par le haut. Difficulté à sortir dans ces conditions de la simple confrontation de points de vue sur un certain nombre de sujets et à construire des propositions ; encore que là aussi un bémol s'impose tant en peu d'années le nombre de propositions réellement communes est déjà important. Difficulté à poursuivre l'extension mondiale au-delà des zones où l'influence du mouvement est déjà importante, c'est ainsi que les progrès sont lents en Afrique subsaharienne, faibles en Europe centrale et de l'Est ainsi que dans une large partie de l'Asie. Difficulté à penser et passer des alliances conjoncturelles avec des structures interétatiques qui ne sont pas altermondialistes, quelquefois loin de là - comme le G20 formé au sein de l'OMC -, mais qui peuvent jouer un rôle significatif de frein dans la mise en œuvre de la globalisation capitaliste.

Difficulté à investir certains champs qui sont pourtant décisifs comme celui de la réforme de l'ONU mais aussi de l'évolution du droit international. Difficulté en général à tout à la fois préserver l'indépendance du mouvement social et à penser une intervention nécessaire sur le champ de la politique institutionnelle. Les soubresauts connus en France par Attac à l'occasion des élections européennes du printemps dernier sont significatifs de la non résolution de cette équation difficile. Difficulté enfin parce que la figure d'un homme comme Lula a joué un rôle symbolique non négligeable dans l'émergence du mouvement et parce que devenu président d'un des grands pays de la planète, il provoque un débat âpre sur son bilan à mi-mandat, nous y reviendrons.

Rien de tout cela n'est alarmant ni réhibitoire, encore faut-il le mesurer pour aider un mouvement qui se cherche à trouver un deuxième souffle, même si une fois encore, ce serait une curieuse forme d'eurocentrisme que de calquer sur le reste du monde des problèmes qui sont plus aigus en Europe qu'ailleurs. L'enjeu de ce cinquième forum mondial à Porto Alegre n'était sans doute pas d'apporter réponse à toutes les questions posées, il était de mesurer dans quelle mesure ce deuxième souffle était ou non à portée de main.

### **Pari gagné à Porto Alegre 2005**

Était-ce parce qu'ils avaient été plus inquiets que de coutume ? Toujours est-il qu'au terme du forum, la quasi totalité de ceux des participants qui sont des habitués des FSM, émettaient le même diagnostic satisfait, ce cinquième forum mondial avait été le meilleur de tous et plus qu'un deuxième souffle il marquait une forte maturation du mouvement.

À l'imitation de Mumbai, le forum avait quitté le cadre confortable de l'université catholique pour s'installer dans la rue, sous des tentes ou dans des entrepôts. Il fallait parcourir six kilomètres pour aller d'un bout du forum à l'autre et en milieu d'après-midi la chaleur intense ne facilitait pas les choses, mais peu importait, cette foule immense s'était mise au travail comme si rien ne pouvait l'en détourner.

Les chiffres d'abord : 155 000 participants inscrits venus de 135 pays avec une très forte présence de militants syndicaux mais aussi de sans terre, de chômeurs, de ceux qui se nomment les « no vox », de jeunes (ils étaient plus de 35 000 dans le seul camp international de la jeunesse),

le tout lié à une progression, remarquable, de la participation au FSM de tout ce qui existe dans le monde comme grandes organisations de la société civile ONG ou mouvement sociaux. Au programme : 2300 séminaires et 500 activités culturelles, avec quelques difficultés de traduction de temps en temps. Le tout donnait certes un sentiment de gigantisme et d'un processus insaisissable mais pourtant il s'est révélé malgré son immensité plus homogène que les éditions précédentes.

La première raison tient à un changement de méthodologie. Les grandes conférences, les grands messes à de rares exceptions près avec les vedettes internationales de l'altermondialisme ont purement et simplement disparu parce qu'elles ne permettaient pas l'échange, prenaient des allures de cours magistral ou de meetings et devenaient totalement répétitives d'une année à l'autre. Cette fois, pas de hiérarchisation des initiatives, à l'exception des discours des deux chefs d'État invités (Lula au début et Chavez à la fin), mais des initiatives autogérées dont un grand nombre ne se contentaient plus de juxtaposer des idées mais se fixaient pour objectif de produire des propositions, de construire des campagnes.

Un des effets majeurs de ce changement de méthodologie a été d'accélérer l'appropriation du forum par ceux qui sont et doivent être ses acteurs essentiels, à savoir les mouvements sociaux, les syndicats, les ONG. Ce forum a été le leur, et les inévitables tentatives de récupération politique n'ont vraiment pas pesé lourd. Fait significatif, le poids des courants radicaux liés à l'extrême gauche politique, sans avoir totalement disparu, était devenu cette année réellement marginal. Un réformisme transformateur ou radical l'emportant de très loin sur l'emphase et les avant-garde révolutionnaires auto-proclamées. Cela vaut d'autant plus d'être souligné qu'on n'en est pas tout à fait là en Europe malgré le soucis très majoritaire de ne pas recommencer la mauvaise expérience de Londres. Cette question n'est pas anecdotique car ce qui s'y joue c'est la possibilité de forums réellement inclusifs de toute les forces qui peuvent avoir des raisons, même très partielles, de se rassembler contre la globalisation néo-libérale. Porto Alegre 2005 a donné un bel exemple d'inclusivité.

360 propositions concrètes ou objectifs de campagne sont issus des différents séminaires et beaucoup d'autres devaient être communiqués dans les jours suivant la clôture, nous n'en ferons pas ici l'in-

ventaire mais quand on y regarde de près, l'acquis commun est d'ores et déjà considérable.

On en restera à quelques exemples. Tout d'abord le forum syndical mondial qui s'est tenu avant l'ouverture du FSM a été un moment important dans le processus de fusion en cours entre les deux grandes fédérations syndicales internationales que sont la CISL et la CMT. Cette mutation majeure du paysage syndical international n'est évidemment pas due qu'aux forums mais tous ses acteurs soulignent que les FSM ont été des lieux très significatifs d'approfondissement du débat et des convergences. Dans le programme même du FSM figuraient également de nombreux séminaires organisés entre syndicats de différents continents dans lesquels la CGT française a souvent pris une part importante et qui ont cherché à construire des campagnes comme sur la question du temps de travail. Par ailleurs, fait nouveau, les syndicats se sont souvent associés avec des ONG pour travailler sur des thèmes et des campagnes. Deuxième exemple important, la campagne lancée à Porto Alegre de lutte contre la pauvreté. Parrainée par Lula, elle inclut des centaines d'organisation et à la différence de ce qui s'est débattu à Davos sur le même thème, elle n'est pas centrée sur le caritatif ou le compassionnel mais sur des objectifs politiques majeurs comme l'annulation de la dette, la taxation des profits financiers... Troisième exemple, encore inimaginable voici deux ans tant le débat n'avait pas été mené, la décision prise par de multiples organisations dont les fédérations syndicales mondiales et l'Internationale socialiste, suite à une initiative italienne de lancer une grande campagne pour tout à la fois la défense de l'ONU face aux attaques américaines, son renforcement par l'inscription notamment dans son cadre des organisations économiques internationales et bien sûr sa démocratisation dans le rapport entre Conseil de sécurité et Assemblée générale et avec l'entrée de nouveaux pays parmi les membres permanents du Conseil de sécurité. Dernier exemple, mais on pourrait en citer beaucoup d'autres, la mise du problème de l'eau au centre de l'agenda politique international et ce en associant aussi bien des organisations ou des ONG de caractère environnementaliste que d'autres de caractère plus social ou

plus généraliste. Il est vrai que la division des espaces du forum en onze thèmes et la multiplication des initiatives ne rend pas toujours aisées les synthèses même si au bout d'un moment, celles-ci quand elles viennent à maturité s'imposent d'elles mêmes sans qu'il soit besoin pour cela de textes officiels, de déclarations finales qui pourraient gêner le caractère inclusif du FSM et qui est contraire à la charte de principe de Porto Alegre.

La force de ce bilan rend un peu subalterne la querelle qui s'est enclenchée le dernier jour du FSM autour d'un texte signé par quelques personnalités autour de Bernard Cassen. Leur texte, malgré le titre qu'il porte, n'est pas le manifeste du FSM, il n'est pas non plus la formalisation d'un « consensus de Porto Alegre » à opposer à celui de Washington. Un tel projet ne pourrait être décidé à quelques uns et la majorité du Conseil international autour d'hommes comme Chico Whitaker veille avant tout à ne pas freiner une inclusivité en pleine expansion. Ce texte est donc une contribution parmi d'autres qui peut avoir son utilité dans les débats ultérieurs.

### Les prochaines étapes

En 2006 le FSM sera décentralisé et éclaté en plusieurs éditions qui devront toutes avoir lieu au même moment en janvier en même temps que le Forum de Davos. En 2007, par contre, il y aura un FSM centralisé en un seul endroit. Quoiqu'il en soit, ces nouveaux déplacements géographiques représentent à la fois un atout majeur pour le développement du mouvement et un risque de ne pas pouvoir se situer au même niveau. Le risque a toutefois été pris en estimant que la dynamique relancée à Porto Alegre permettait d'affronter un tel pari. Il est certain que cette dynamique ne suffit pas à annuler à elle seule l'ensemble des difficultés structurelles que nous avons énumérées, elle permet de travailler à leur dépassement et c'est déjà beaucoup.

\* Wasserman est l'éditeur de la revue Mouvements publiée à Paris (<http://www.mouvements.asso.fr/>)



# Dossier : le Venezuela



Le Venezuela qui a été longtemps une «démocrature» plus ou moins tranquille a explosé au début des années 1990 pour se retrouver par la suite dans une suite quasi ininterrompue de transformations sociales et de bouleversements politiques.



Avec l'avènement du gouvernement d'Hugo Chavez, le processus s'accélère. L'impérialisme américain a mis la «révolution bolivarienne» dans sa mire en déployant ce qui pourrait se développer en une formidable confrontation. Sur le plan interne, les acteurs vénézuéliens s'interrogent tout en participant à une énorme entreprise de participation populaire.



# La démocratie participative dans le Venezuela »bolivarien«

**L'impossibilité de recourir à des définitions classiques pour l'analyser a souvent amené à caricaturer la révolution bolivarienne. Or, depuis 1998, et malgré les difficultés, elle change la face du Venezuela. Utilisant les ressources pétrolières au profit des populations les plus déshéritées, la démocratie participative entend impliquer les secteurs populaires dans la formation, l'exécution et le contrôle de la gestion des affaires publiques, brise le carcan de la « dictature médiatique » et donne la parole aux citoyens grâce aux radios et télévisions communautaires, tout en prônant une solidarité plus large entre les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes.**

*par Margarita Lopez Maya \**

À la différence des pays du cône Sud de l'Amérique latine, le Venezuela n'a pas connu de dictature dans les années 1960 et 1970. De ce fait, il n'a pas eu besoin d'une « transition démocratique ». En revanche, les divers mouvements sociaux qui se sont multipliés depuis les années 1980 ont toujours exigé une « réforme » de l'Etat pour atteindre une démocratie plus « profonde », plus « intégrale ». Cette revendication a été frustrée par les différents gouvernements élus : du président Jaime Lusinchi (1984-1989) - échec de la réforme de l'Etat - jusqu'à M. Rafael Caldera (1994-1999) - réforme constitutionnelle reportée -, en passant par M. Carlos Andrés Pérez (1989-1993) et ses réformes néolibérales qui ont mené au « Caracazo » du 27 février 1989.<sup>1</sup> La démocratie « participative » est la réponse apportée par le gouvernement de M. Hugo Chavez à cette aspiration de très larges secteurs de la société.

Seuls les « bolivariens » ont en effet tenu leur promesse en faisant élire une Assemblée constituante, le 25 avril 1999. Approuvée par référendum, la nouvelle Constitution répond enfin à la revendication populaire. L'exposé de ses motifs affirme que la République se « refonde » pour établir « une société plus démocratique. Ce n'est plus l'Etat qui doit être démocratique mais aussi la société ».<sup>2</sup>

La démocratie « participative » qui se construit à partir de là plonge ses racines dans la pensée libérale progressiste (de Jean-Jacques Rousseau et Stuart Mill), mais aussi dans le socialisme démocratique de Nikos Poulantzas<sup>3</sup>, largement diffusés et débattus en Amérique latine dans les années 1970, avant d'être écartés au profit d'une démocratie formelle. Cependant, au Venezuela, c'est une terre fertile qui l'accueille, comme le montre le chapitre IV de la Constitution.

## La participation dans la nouvelle constitution

Celui-ci consacre le droit à la participation des citoyens de manière « directe, semi-directe et indirecte » non seulement dans l'exercice du suffrage mais aussi dans les processus « de formation, d'exécution et de contrôle de la gestion publique ». La « participation » dans tous les domaines de l'Etat devient désormais la pratique centrale pour transformer les relations de pouvoir profondément inégales existant dans la société (article 62). Les « Lignes générales » du Plan de développement économique et social 2001-2007 - qui devient le Plan de la nation pour l'ac-

tuelle période constitutionnelle - soutiennent que la participation favorise l'auto-développement, inculque la coresponsabilité et encourage le « protagonisme » des citoyens. Ces derniers seront les piliers sur lesquels doit se dresser une société égalitaire, solidaire et démocratique.

Dans ce cadre, il ne s'agit ni de détourner l'Etat de ses obligations ni de lui abandonner le rôle central. On lui assigne une tâche « d'accompagnateur », de créateur des conditions qui permettront la « prise de pouvoir » des citoyens. Les familles et la société organisées deviennent des acteurs « transformateurs » et « transformés ».

Dans la Constitution de 1999, plusieurs instruments de participation directe dans la vie politique ont été approuvés, tels les différents référendums (consultatif, abrogatoire, révocatoire),<sup>4</sup> l'initiative législative, constitutionnelle et constituante, le lobbying ouvert et les assemblées de citoyens (article 70). L'approbation de la Constitution, en 1999, et le référendum révocatoire contre le président, demandé et perdu par l'opposition, le 15 août 2004, sont des preuves concrètes de l'exercice et du développement de ce nouveau droit.

De même, sur le plan économique et social, la Constitution reconnaît et facilite l'action des instances de cogestion, autogestion, coopératives et toute forme associative guidée par des valeurs de coopération mutuelle et de solidarité. Ces dispositions ont pris la forme de nombreux instruments légaux, comme la loi des conseils locaux de planification publique (2002), qui articule la gestion conjointe de la société organisée localement et de la puissance publique.

Un autre exemple est fourni par les « comités techniques de l'eau » et les « conseils communautaires de l'eau », à travers lesquels les entreprises publiques des eaux aident à l'organisation des communautés pour que celles-ci, à leur tour, participent à la gestion de ces mêmes entreprises publiques.<sup>5</sup> D'autre part, des coopératives de diverse nature se sont considérablement développées, stimulées par les initiatives de l'Etat, comme l'accès aux micro-crédits ou la politique d'achats à travers les « tables rondes » : des entreprises publiques, comme la compagnie pétrolière PDVSA, lancent des appels d'offres et donnent leur préférence à des coopératives et à des petites et moyennes industries nationales.

## Le développement social

Des écoles « boliviennes » ont été ouvertes à partir de 1999. Dans ces 3750 établissements, plus d'un million d'enfants pauvres reçoivent gratuitement, outre l'éducation, deux repas et deux goûters chaque jour, en plus de l'uniforme, des manuels et des cahiers. En 2004, le budget de l'éducation a atteint 20 % du budget national et, en 2005, on peut considérer que l'analphabétisme n'existe plus. Une situation qui contraste avec le passé de la nation et avec le présent de nombreux pays de la région.

Parmi les missions éducatives se distinguent effectivement les « missions » Robinson I et II, destinées à l'éradication de l'analphabétisme et à l'accès à l'éducation primaire pour tous les Vénézuéliens. S'appuyant sur des programmes qui cherchent à dépasser la conception du citoyen « individualiste » et à inculquer les valeurs de solidarité, ces instruments visent incontestablement à consolider la démocratie participative.

La mission Barrio Adentro (Dans les quartiers) est peut-être le programme social le plus marquant. Grâce à un accord avec le gouvernement cubain, cette mission a installé plus de 15.000 médecins cubains dans les quartiers populaires. Ils y offrent des soins préventifs gratuits 24 heures sur 24. Après des réactions initiales de rejet, de réticence et de crainte, les médecins vénézuéliens se sont finalement laissé séduire et depuis quelques mois le gouvernement leur propose des formations en médecine familiale et sociale. Quelque 1.500 d'entre eux se sont intégrés à la mission.

## Les défis

Nul ne niera que la démocratie participative est un horizon utopique jonché d'écueils à surmonter et de défis à relever. Pays pétrolier, le Venezuela a joui au cours des dernières années de revenus exceptionnels qui ont facilité le financement de ces initiatives. Mais les Vénézuéliens, qui ont déjà connu des années d'abondance et de générosité d'un pétro-Etat, savent aussi quels bonds en arrière peuvent se produire une fois que baissent les prix. Des inquiétudes persistent quant à la solidité du statut juridique de ces différents programmes, et à la garantie de leur financement à moyen terme, si, un jour, les années de prospérité pétrolière devaient faire partie du passé. D'autre part, certaines accusations d'inefficacité et de corruption demeurent sans réponse satisfaisante de la part du gouvernement. De la capacité à vaincre ces obstacles dépendra un réel approfondissement de la démocratie.

Néanmoins, sa politique rend compte de l'engagement soutenu du gouvernement de M. Chavez dans le projet de démocratie participative. Si elle a été la source de grands conflits, la régularisation de la propriété des terres urbaines et rurales, grâce à l'établissement d'instruments légaux, permettra une démocratisation de l'accès à la propriété, facteur-clé pour la pleine citoyenneté de millions de Vénézuéliens jusqu'à présent exclus d'un tel droit.

Le soutien de l'Etat à différentes variantes de l'économie sociale comme les coopératives, et la création de la mission Mercal - circuits de distribution d'aliments hors des monopoles privés et à des prix subventionnés - contredit les accusations formulées par l'opposition lorsqu'elle évoque un gouvernement démagogique et autoritaire qui chercherait simplement à se maintenir au pouvoir.

\* Margarita Lopez Maya enseigne à la Universidad Central de Caracas.

- 1 Affamée par un plan d'ajustement structurel imposé par le Fonds monétaire international, la population se révolte à Caracas. La répression fait 3 000 morts.
- 2 Constitution de la République bolivarienne du Venezuela, « Exposé des motifs », Caracas, 15 décembre 1999.
- 3 Théoricien marxiste grec influencé par Louis Althusser, Nikos Poulantzas (1936-1979) a particulièrement travaillé sur l'Etat moderne.
- 4 Consultatif : sur les thèmes d'intérêt général intéressant la nation. Abrogatoire : permet l'adoption d'une loi par référendum si le Parlement s'y refuse. Révocatoire : permet de révoquer le président, les gouverneurs, les députés et les maires à la mi-mandat.
- 5 Edgardo Lander, « La búsqueda de un proyecto contrahegemónico », Question, année 3, n° 25, Caracas, août 2004.



# Le Venezuela à la recherche d'un projet contre-hégémonique

Dans un contexte global post-Mur de Berlin, caractérisé par l'absence d'alternatives claires au modèle capitaliste néolibéral hégémonique, il ne faut pas s'étonner de l'absence dans la Venezuela actuel d'un projet alternatif caractérisé, propre au pays. Les propositions concernant la sphère politique sont plus claires que celles qui se rapportent au modèle économique. Les valeurs qui orientent le processus ne suffisent pas à constituer un projet organique ou stratégique qui serait l'émanation de la volonté du pays. Dans le discours de Chávez comme candidat et au début de sa présidence, l'accent était mis sur le «populaire», le «national», «la souveraineté», «l'équité», «la démocratie participative», «la critique du capitalisme sauvage», et du «néolibéralisme» ainsi que sur le rejet d'un monde unipolaire et la priorité des relations avec les pays du Sud, en particulier ceux d'Amérique latine. Des questions restent cependant ouvertes : en quoi consisterait un projet contre-hégémonique viable dans le monde actuel ? Dans la recherche de plus grandes marges d'autonomie nationale ? Dans le retour à une politique de développement à outrance et de substitution aux importations ? Dans un modèle de développement endogène ? Dans un Etat providence ? Dans un projet anti-néolibéral à l'intérieur du capitalisme ou dans un projet anticapitaliste ?

par **Edgardo Lander \***

Quand Chávez a remporté les élections et s'est installé à la présidence de la République, le gouvernement ne disposait ni d'un corps idéologique ou doctrinal systématique, ni de lignes directrices claires qui auraient pu constituer un projet pour le pays dans les principaux domaines, ni d'organisations politiques en mesure de suppléer de manière adéquate à ces carences. Dans la terminologie des distinctions classiques entre gauche et droite, le projet dans ses phases initiales était hétérogène et contenait des positionnements qu'on pouvait cataloguer comme l'expression du traditionnel nationalisme militaire de type conservateur. Les définitions initiales du projet de changement bolivarien, et la référence réaffirmée au dénommé «arbre aux trois racines» ont, avant tout, un contenu symbolique, destiné à donner un sens intégrateur et reconstituteur de l'histoire nationale et continentale, plutôt qu'à proprement parler des contenus au projet politique ou économique pour le pays. Le rôle prépondérant qu'ont joué les militaires dans l'ensemble du processus a associé à l'idée bolivarienne la notion de l'unité civico-militaire. Cette forte composante militaire, en plus du caractère unipersonnel du leadership, a motivé le rejet, par certains secteurs intellectuels vénézuéliens traditionnellement identifiés à gauche, d'un projet qu'ils ont caractérisé soit comme un populisme militaire de type ou à tendance autoritaire, soit comme un néopopulisme libéral.

## Changements institutionnels

Au cours des deux premières années de gouvernement, la priorité a été donnée au changement institutionnel, au passage de la Quatrième à la Cinquième République. Le jour même de son entrée en fonction comme Président de la République en janvier 1999, Chávez annonça l'organisation d'un référendum de consultation de la population sur la convocation d'une assemblée

constituante. Quelques mois plus tard il obtint une large majorité à la consultation référendaire puis à l'Assemblée constituante ce qui, ajouté au poids prépondérant de son leadership personnel, le plaça en situation d'influer fortement sur l'orientation de la nouvelle Constitution, qui était alors sujet à polémique, y compris au sein de ses propres supporters, en particulier sur la question du changement du nom de pays en République bolivarienne du Venezuela.

La convocation de l'Assemblée fut lancée avec quelques insuffisances notoires. L'exposé des motifs d'une nouvelle Constitution la formulait comme un acte symbolique de «refondation de la patrie», en remplaçant celle corrompue des quarante années écoulées par une nouvelle, la Cinquième République. Elle n'était pas l'aboutissement d'un projet politique, produit des luttes et confrontations préalables, à partir desquelles auraient été élaborées les lignes politiques centrales du pays que l'on prétendait construire. Il n'était pas clairement ressorti du débat politique précédant la convocation de l'Assemblée constituante, quels étaient les principaux problèmes du pays qui trouvaient leur origine dans la Constitution de 1961, ou dont la résolution passait par une nouvelle Constitution.

Les très hauts niveaux de popularité du gouvernement d'Hugo Chávez et le soutien quasi-général à la convocation d'une Assemblée constituante représentaient une opportunité exceptionnelle pour convertir cette constituante en un large processus participatif de réflexion et d'apprentissage commun sur les questions du pays : le pouvoir, la propriété, le marché, l'Etat, l'égalité, la justice et la démocratie. Cette opportunité s'est réduite à l'établissement d'une brève période de discussion et d'élaboration du nouveau texte constitutionnel, de six mois, ramenée à trois mois par la volonté expresse du Président. Bien qu'il y ait eu dans les médias une large diffusion du débat d'opinion, avec des transmissions en direct des discussions de l'Assemblée constituante à la radio et à la télévision, les possibilités d'organisation et de participation populaire sur le débat constituant ont été sévèrement restreintes par le rythme accéléré de sa réalisation.

En dépit de ces limitations, le contraste est significatif entre le projet du pays esquissé dans ce texte et l'orthodoxie néolibérale qui domine dans la majeure partie du continent. Ce contraste ressort autant de dispositions qui ratifient (ou approfondissent) des contenus de la Constitution antérieure, que de nouvelles dispositions. Le nouveau texte constituant garantit la liberté économique et la propriété privée en même temps qu'il définit les responsabilités claires et centrales de l'Etat dans la politique commerciale de défense des industries nationales. Il réserve à l'Etat l'activité pétrolière et lui assigne un rôle directeur dans le développement d'une agriculture soutenable et en matière de sécurité alimentaire. Les garanties édictées par le texte constitutionnel en ce qui concerne les droits économiques, sociaux, en particulier les droits à la santé, à l'éducation et à la sécurité sociale sont tout aussi significatives.

Les chapitres se rapportant aux droits humains ont repris toutes les principales propositions des organisations vénézuéliennes des droits humains et sont les suivantes :

- Intégration dans la Constitution des traités sur les droits humains
- Exclusion de la justice militaire (source historique d'impunité) pour juger des infractions en matière de droits humains;
- Imprescriptibilité des violations graves aux droits humains;
- Interdiction d'octroyer une grâce ou l'amnistie aux person-

- nes ayant violé les droits humains ;
- Obligation étatique d'enquête et de sanction des infractions aux droits humains ;
- Reconnaissance de la légitimité de dénoncer l'Etat devant les instances internationales de protection des droits humains et obligation de l'Etat de faire exécuter les décisions de ces instances ;
- Obligation de l'Etat de réparer les préjudices causés aux victimes de violations des droits humains ;
- Progressivité en matière de droits sociaux ;
- Reconnaissance des droits originaires des peuples indigènes ;
- Création d'une Cour constitutionnelle comme juridiction suprême ;
- Inclusion des questions fondamentales relatives aux droits humains dans les dispositions transitoires.

## Les droits des populations autochtones

De la même façon, une toute aussi large couverture est attribuée aux droits des peuples et communautés indigènes :

«L'État reconnaît l'existence des peuples et communautés indigènes, leur organisation sociale, politique et économique, leurs cultures, us et coutumes, langues et religions comme leur habitat et leurs droits coutumiers, les terres ancestrales que traditionnellement ils occupent, nécessaires pour développer et garantir leur mode de vie [...]». Article 119.

«L'exploitation des ressources naturelles sur le territoire des habitats indigènes par l'Etat se fera sans léser leur intégrité culturelle, sociale et économique, et elle est sujette préalablement à l'information et à la consultation des communautés indigènes concernées. Les bénéfices tirés de cette exploitation par les peuples indigènes sont assujettis à la Constitution et à la loi.» Article 120.

«Les peuples indigènes ont le droit de maintenir et de promouvoir leurs propres pratiques économiques basées sur la réciprocité, la solidarité et les échanges ; leurs activités productives traditionnelles, leur participation à l'économie nationale et à définir leurs priorités [...]». Article 123.

«Les peuples indigènes ont droit à la participation politique. L'État garantit la représentation indigène à l'Assemblée nationale et dans les corps délibérants des institutions fédérales et locales ayant des populations indigènes, conformément à la loi». Article 125.

«La langue officielle est le Castillan. Les langues indigènes sont aussi d'utilisation officielle pour les peuples indigènes et doivent être respectées dans tout le territoire de la République, afin de constituer le patrimoine culturel de la Nation et de l'humanité». Article 9.

## La politique économique

En dehors de la notoire exception de la politique pétrolière, il n'y a eu dans les premières années gouvernementales aucune proposition complète de modèle de développement ni une politique économique à la hauteur du radicalisme du discours politique. Dans le secteur pétrolier, des réorientations fondamentales furent engagées dès le début. La politique d'augmentation de la production avait contribué significativement à l'effondrement des prix pétroliers d'ensemble, a été révisée de manière radicale. Des initiatives internationales ont été prises avec les pays exportateurs membres de l'OPEP ainsi qu'avec d'importants exportateurs non-membres de cette organisation, ce qui a eu des incidences immédiates et efficaces tant en ce qui concerne le renforcement de l'OPEP que la politique de restriction de l'offre et le redressement des prix du pétrole. Parallèlement, le processus d'ouverture pétrolière qui faisait partie de la stratégie de privatisation de la gestion de Petroleos de Venezuela, a été suspendu. Les premières mesures furent également prises pour reprendre le contrôle de la direction de la politique pétrolière et des orientations stratégiques de l'entreprise qui, au cours des années antérieures, avait acquis des niveaux croissants d'autonomie. Néanmoins, en l'absence d'un projet de réalisation global, qui servirait pour orienter de manière effective la politique économique dans différents domaines, on trouve des orientations variées, y inclus certaines qui peuvent correspondre à des propositions stratégiques divergentes.

Étant donné la profondeur de la crise économique et budgétaire, les orientations fondamentales des politiques macro-économiques sont assez orthodoxes, en donnant la priorité aux équilibres macro-économiques et au contrôle de l'inflation. Malgré le discours politique insistant sur la nécessité de réviser et de renégocier la dette extérieure, cette dernière est payée «rubi sur l'ongle». Étant donné cette capacité de paiement, il n'y a pas eu lieu de solliciter de nouveaux prêts au FMI, évitant ainsi de nouvelles négociations avec cet organisme et les conditions et contrôles en résultant. Dans des occasions répétées le président Chávez s'est réuni avec des investisseurs étrangers, les exhortant à investir au Venezuela, leur garantissant la

sécurité juridique et la stabilité politique. Les exemples les plus remarquables de décisions économiques qui expriment une continuité avec les politiques néolibérales figurent dans deux normes juridiques de la première époque gouvernementale : la Loi sur la promotion et la protection des investissements et la Loi organique des télécommunications, que les investisseurs internationaux ont cité en exemple d'ouverture et de transparence.

Un des documents dans lesquels apparaissent le plus nettement les difficultés pour formuler des directives économiques cohérentes avec les orientations politiques et sociales du processus de changement est Lineas Generales de Plan de Desarrollo Economico y Social de la Nacion 2001-2007. Dans ce document structuré autour de l'objectif d'atteindre l'équilibre dans cinq grands domaines (économique, social, politique, territorial et international), l'équilibre économique est défini comme suit :

«Dans la période 2001-2007, seront assises les bases d'un modèle productif capable de générer une croissance auto-soutenue, de promouvoir la diversification productive et d'atteindre la compétitivité internationale dans un contexte de stabilité macro-économique, ce qui facilitera une réinsertion profonde et diversifiée dans le commerce international globalisé».

Une fois de plus l'insistance est portée sur la priorité du développement extérieur et des exportations dans le modèle qui est proposé pour le Venezuela :

«Une source additionnelle de recettes fiscales sera nécessaire, laquelle sera dérivée des nouvelles branches agricoles, industrielles et de services privés, lesquelles configureront une nouvelle économie d'exportations massives de biens et services qui, au lieu de livrer l'économie nationale à l'excessive dépendance d'exportations de produits bruts et raffinés d'origine pétrolière, augmenteront substantiellement les ressources fiscales non-pétrolières. Le soutien à la croissance economico-sociale exigera d'ajouter, au moteur du développement qui actuellement se concentre sur le produit pétrolier, de nouvelles branches de production agricole, industrielle et de services capables de générer un fort courant d'exportation sur les marchés globalisés, tout en satisfaisant les demandes essentielles du marché intérieur».

Il n'est pas surprenant qu'à la lumière de ces politiques de nombreux analystes critiques du processus parvinrent à la conclusion que l'orientation économique était fondamentalement néolibérale. Les

patrons vénézuéliens et les marchés financiers ont une autre opinion, prenant plus en compte le discours politique que les énoncés de politique économique : le risque-pays augmente, il en résulte une fuite massive de capitaux d'une ampleur historiquement inégalée. Il se produisit une sévère contraction de la formation de capital fixe dans le secteur privé, entraînant une réduction de 15% pour l'année 1999 et de 18,7% pour l'année 2002. Ces baisses ne sont pas compensées par la formation de capital fixe public qui au cours de ces deux années vont baisser encore plus, de 18% et de 26% respectivement. Durant les quatre premières années de gouvernement (1999-2002), la formation brute de capital fixe en pourcentage du produit intérieur brut baissa en moyenne de 15%, à comparer avec la moyenne de 17,5% de baisse des quatre années précédentes (1995-1998). Ces chutes de l'investissement ont contribué à celle du produit intérieur brut, de 7,4% pour l'année 1999 jusqu'à 12,6% pour l'année 2002. Le taux de chômage, qui était de 11,8% au second semestre 1998, atteignait 16,2% au second semestre 2002.

## La «Loi habilitante»

Le premier fait marquant pour tenter de faire converger le discours politique et la proposition économique date du mois de novembre 2001, avec l'approbation de la Loi habilitante. De l'ensemble des 49 lois approuvées dans le cadre de la Loi habilitante ressort en premier lieu les lois dont l'objectif principal est la démocratisation de la propriété et de la production. Il y a diverses lois qui ont pour finalité le financement ou la promotion de modalités économiques alternatives aux organisations de caractère patronal. Il convient de souligner en ce sens : la recherche d'une réorientation des instruments de financement du secteur public destinés à financer le développement social ; l'aide aux petites et moyennes entreprises ; la création d'un système de micro-crédits ; le Fondo Único Social ainsi que le soutien aux formes alternatives de propriété et d'organisation de la production, comme les coopératives.

Parmi ces lois, trois d'entre elles suscitèrent de fortes polémiques et des réactions négatives de la part des milieux patronaux, et en général de l'opposition politique : la Loi sur la pêche et l'aquaculture, la Loi sur la terre et le développement agricole, et la Loi organique sur les hydrocarbures.

La Loi sur la pêche et l'aquaculture a pour intention de garantir «l'exploitation responsable et soutenable des ressources hydrobiologiques, en prenant en considération leurs aspects biologiques, technologiques, économiques, de sécurité alimentaire, sociaux, culturels, environnementaux et commerciaux appropriés». La priorité est attribuée à la «demande du marché national» et à la protection des «installations et communautés de pêcheurs artisanaux, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de vie des petits pêcheurs» et à la protection des «lieux de pêche des pêcheurs artisanaux, dans les eaux continentales et à proximité de la côte maritime». Elle définit comme «propriété de l'Etat les ressources hydrobiologiques qui se trouvent en permanence ou occasionnellement sur le territoire national et dans les zones sous la souveraineté de la République. Elle réserve en «exclusivité aux pêcheurs artisanaux traditionnels» une large gamme d'activités d'exploitation des ressources de pêche.

La Loi sur la terre et le développement agricole par ailleurs a pour objet d'établir les bases du développement rural intégral et soutenable, considéré comme le moyen fondamental pour le développement humain et la croissance économique du secteur agricole dans le cadre d'une juste distribution de la richesse et d'une planification stratégique, démocratique et participative, qui élimine la grande propriété en tant que système contraire à

la justice, à l'intérêt général et à la paix sociale dans les campagnes, qui assure la biodiversité, la sécurité agro-alimentaire et la validité effective des droits à la protection de l'environnement et agro-alimentaire des générations présentes et futures.

Partant de la reconnaissance de la propriété privée elle pose des limitations qui se fondent tant sur le droit des paysans à la terre que sur l'objectif constitutionnel de la sécurité alimentaire et se fixe comme but l'élimination de la grande propriété. Est déclarée d'utilité publique et d'intérêt social, par les effets du présent décret-loi, l'élimination de la grande propriété qui est contraire à l'intérêt social dans la campagne, en conformité à l'article 307 de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela. En ce sens, l'Institut national des terres (INTI) procédera à l'expropriation des terres privées qui seraient nécessaires à l'aménagement soutenable des terres à vocation agricole, pour assurer leur potentiel agro-alimentaire, et se trouvera subrogé dans tous les droits et obligations qui en conformité avec le présent décret-loi puissent correspondre à la République.

Les terres privées demeurent sujettes à l'accomplissement de la fonction sociale de la sécurité agro-alimentaire de la Nation. En ce sens, elles doivent soumettre leur activité aux nécessités de production de produits alimentaires en accord avec les plans de sécurité agro-alimentaire établis par l'Exécutif National.

Sur la base de ce qui était envisagé dans le texte constitutionnel, la Loi organique sur les hydrocarbures est venue préciser un ensemble de normes concernant la principale industrie du pays en définissant des orientations radicalement contraires à l'orthodoxie libérale de la majorité du continent, qui servait également de support à la politique pétrolière qui s'était imposée dans le pays sous les gouvernements précédents. De ces orientations, il en est cinq qui revêtent une importance particulière. En premier lieu, il y a la réaffirmation de la propriété de la République sur tous les gisements d'hydrocarbures :

Les gisements d'hydrocarbures existant sur le territoire national, quelle que soit leur nature, y inclus ceux qui se trouveraient sous le lit des eaux territoriales, sur la plate-forme continentale, dans la zone économique exclusive et à l'intérieur des frontières nationales, appartiennent à la République et sont des biens du domaine public, par conséquent inaliénables et imprescriptibles. Le second aspect à souligner renvoie à un sujet qui a été extraordinairement polémique au Venezuela au cours des dernières années, à savoir la question de l'autonomie croissante qu'avait acquis Petroleos de Venezuela à l'égard de l'Etat, au point de fonctionner comme «un Etat dans l'Etat», comme une entreprise qui opérait plus dans la logique d'une transnationale énergétique, en fonction de ses intérêts corporatifs, que comme une entreprise publique de tous les Vénézuéliens. Le contrôle public sur l'entreprise s'est trouvé établi dans les termes suivants :

Il revient au ministère de l'Energie et des Mines la formulation, le contrôle et le suivi des politiques et la planification, réalisation et fiscalisation des activités en matière d'hydrocarbures, en ce inclus ce qui est relatif au développement, à la conservation, à l'exploitation et au contrôle desdites ressources ainsi que l'étude des marchés, l'analyse et la fixation des prix des hydrocarbures et de ses produits. En ce sens, le ministère de l'Energie et des Mines est l'organe national compétent pour tout ce qui est en relation avec l'administration des hydrocarbures et en conséquence il a la faculté d'inspecter les travaux et les activités inhérentes à ceux-ci, ainsi que de surveiller les opérations qui génèrent les impôts, taxes ou contributions établies par ce décret-loi, et de contrôler les comptabilités respectives. Des volumes d'hydrocarbures extraits de tout gisement, l'Etat a droit à une participation de 30% à titre de redevance.

## Confrontations

Les lois approuvées dans le cadre de la Loi habilitante, et en particulier les lois sur la pêche, la terre et les hydrocarbures furent cataloguées par le patronat et par l'opposition politique comme une atteinte à la propriété privée, et en tirèrent argument pour confirmer le caractère étatiste ou communiste du projet politique gouvernemental. Un lock-out patronal national se produisit le 10 décembre 2001 pour exiger la révision de ces lois. Les médias adoptèrent des positions de plus en plus extrêmes de dénonciation et de confrontation avec le gouvernement, assumant la part fondamentale de l'opposition à celui-ci.

Les deux plus grands moments de confrontation, qui menacèrent directement la continuité du gouvernement, furent le coup d'Etat du 11 avril 2002 et l'arrêt, principalement patronal et pétrolier, qui visait également le départ du Président. L'échec politique de ces deux tentatives de renverser Chávez eut pour conséquence des changements profonds dans les conditions politiques du pays. L'appui populaire au gouvernement se consolida, mais surtout se mobilisa et s'organisa. La menace militaire se désarticula par le limogeage des officiers putschistes des Forces armées, et une transformation en profondeur de Petroleos de Venezuela fut réalisée par le licenciement de la majeure partie des employés qui avaient participé à l'arrêt de travail putschiste.

Au cours de l'année 2003, le gouvernement, après une phase défensive pour survivre et réactiver l'industrie pétrolière, base de l'économie nationale, acquit plus de confiance et se mit à impulser des politiques de type offensif orientées à la consolidation de sa base politique et sociale, des politiques publiques concrètes, tangibles, en capacité de toucher la majorité de la population et d'influer sur ses conditions de vie.

## Principaux défis

Partant de la caractérisation formulée dans ce texte, il est possible d'identifier quelques problèmes et défis à caractère général auxquels il est nécessaire de répondre afin de consolider les changements amorcés.

En premier lieu, sur le terrain productif et le modèle de développement, il y a quelques domaines dans lesquels il semble y avoir une plus grande clarté dans les objectifs et plus de cohérence dans les politiques engagées. Il s'agit de l'industrie pétrolière et autres industries essentielles, des nécessités d'investissement public dans les secteurs prioritaires de production et d'infrastructure et du large spectre de la moyenne et petite production, des coopératives et les diverses modalités de l'économie sociale. Dans chacun de ces domaines, l'Etat s'appuie sur des moyens financiers et des instruments juridiques pour définir les orientations fondamentales. Les résultats des secteurs de l'économie privée patronale sont plus problématiques. La Constitution de 1999 assume une économie capitaliste avec un poids prépondérant du secteur privé. Du fait des fortes tensions politiques existantes entre le gouvernement et la majorité du patronat, le «climat de confiance» requis pour réactiver l'investissement privé, le retour de la croissance et la création d'emplois, n'a pas été atteint. Le gouvernement a impulsé des programmes de substitution aux importations, de protection de l'industrie nationale et de développement de cette dernière grâce à des programmes systématiques d'achats gouvernementaux avec des réactions peu favorables du côté du secteur patronal. Il s'agit d'obstacles structurels qui vont bien au-delà de facteurs politiques conjoncturels. Quelles pourraient être les caractéristiques d'un modèle de développement capitaliste plus endogène, plus équitable et démocratique, en capacité de générer de l'emploi de qualité et soutenable écologiquement en l'absence d'un patronat national, d'une bourgeoisie nationale ? Est-ce une possibilité réaliste dans

les conditions actuelles d'une économie largement globalisée ? Quel rôle peut jouer ici ce qu'on appelle l'économie sociale ? Le revenu pétrolier entre les mains de l'Etat a permis d'une certaine manière de reporter ce débat urgent, mais le risque principal de ne pas réussir les investissements productifs dans d'autres secteurs de l'économie serait la réaffirmation à long terme du caractère monoproduit et rentier de l'économie vénézuélienne, avec ses lourds coûts environnementaux.

Une condition indispensable pour le succès du processus de changement est la transformation de l'Etat et le renforcement de sa capacité de régulation et de gestion. L'Etat vénézuélien, malgré les tentatives successives de réforme, et parfois en conséquence de celles-ci, a souffert d'un processus prolongé de détérioration institutionnelle depuis des lustres. Il faut associer à cela les relations entre le gouvernement central et les gouvernements régionaux et municipaux. Etre conséquent avec l'élargissement et l'approfondissement de la démocratie, avec le progrès de la participation dans tous les domaines de la vie collective, et avec le contrôle ou processus de contrôle social de la gestion publique, nécessiterait de plus importants niveaux de décentralisation de celui-ci. Cependant, étant donné les relations tendues existant entre le gouvernement central et les gouverneurs et maires de l'opposition, il y a eu des chocs permanents qui se sont transformés en obstacles graves et répétés dans la gestion coordonnée des politiques publiques. Le cas le plus remarquable en ce sens a été l'expérience négative dans les politiques de santé.

Un autre sujet problématique est celui de la corruption, phénomène qui est considéré comme étendu, mais dont les dimensions sont difficiles à estimer. Les raisons pour lesquelles il y a corruption aujourd'hui dans l'administration publique sont nombreuses. Il suffit de voir dans les dernières périodes, avec la «naturalisation» ou l'institutionnalisation de la corruption publique, avec l'improvisation dans laquelle ont été impulsés divers programmes, la faiblesse dans la construction de la capacité institutionnelle de l'Etat - qui complique le suivi de l'exécution budgétaire - ainsi qu'avec la méfiance du gouvernement en relation aux accusations de corruption, considérées dans la majeure partie des cas comme de la propagande oppositionnelle. L'absence d'un pouvoir de contrôle suffisamment autonome est notoire ainsi que la faiblesse et la légitimité limitée du pouvoir judiciaire. Il est probable que joue aussi le calcul politique à court terme qui conduit à chercher à conserver des appuis, ou pour le moins à éviter des ruptures publiques avec des fonctionnaires dont les pratiques illicites ont été découvertes. Bien que le thème de la corruption ait été dans le discours électoral de Chávez l'axe de délimitation fondamentale entre l'ancien Venezuela de la Quatrième République et le nouveau Venezuela qu'il fallait construire, le combat contre la corruption est passé au second plan dans les priorités gouvernementales et il n'y pas eu d'actions systématiques destinées à l'éradiquer. La légitimité du gouvernement dépend dans une bonne mesure de la formulation de politiques publiques effectives destinées à la réduction de la corruption.

En dernier lieu, le projet de changement a besoin de processus d'institutionnalisation organisationnelle, tant sociales que politiques. En l'absence d'instances collectives de débat, de confrontations d'idées et d'élaboration de politiques, c'est le leadership unipersonnel qui se renforce. Il semble que nous soyons entrés dans un cercle vicieux dans lequel, pour éviter des confrontations internes et de possibles divisions, plutôt que de générer des mécanismes de traitement institutionnel et démocratique des différences, se réaffirme le leadership unipersonnel du président. L'absence de médiations organisées entre le leader et les secteurs populaires, revendiquées par beaucoup comme une vertu, constitue une importante source de vulnérabilité de tout le processus.

\* Edgardo Lander enseigne la sociologie à l'Université centrale du Venezuela à Caracas

# Pourquoi Chavez ?

**Le Venezuela est apparu pendant longtemps comme un paradoxe. D'une part, le pays était gouverné par une petite élite au contrôle du secteur public et du secteur privé. D'autre part, c'était un pays démocratique avec un Parlement élu et composé essentiellement par deux grands partis qui alternaient au pouvoir. Cette démocratie vénézuélienne faisait contraste avec de nombreux pays d'Amérique latine dominés par les militaires.**

*Par Carlos Torres \**

## L'apartheid social

Mais à côté de cette démocratie politique, une société profondément divisée s'est perpétuée. 80% population de la population vénézuélienne vit sous le seuil de la pauvreté. Elle vit en face d'une élite très privilégiée, traditionnellement liée au secteur pétrolier dominé par une entreprise d'État, la PDVSA, et qui contrôle la production pétrolière. La PDVSA a été longtemps une sorte d'état dans l'état, avec des salaires énormes pour ses dirigeants et cadres (30 fois plus que le salaire du Président de la république) et un budget gigantesque (150 fois plus grand que celui de l'État), administré sur une base autonome et sans contrôle de l'État. Les bénéfices de la vente du pétrole étaient répartis au sein d'une petite élite et une grande partie de ses profits était investie en dehors du pays.

## La crise croissante

Les disparités sociales se sont aggravées tout au long des années 80. La politique de substitution des importations et certaines réformes au niveau agricole et des revenus ont échoué. Les dépenses sociales ont été réduites notamment dans l'éducation et la santé. En 1988, un social-démocrate, Carlos Andres Pérez, était élu pour rescaper le système ouvertement en crise. Mais Pérez entreprit ces réformes dans la lignée du néolibéralisme. Le chômage, la pauvreté, la marginalité et la violence urbaine connurent une augmentation phénoménale, notamment à Caracas. Sous l'égide des programmes d'ajustement structurel promus par la Banque mondiale et le FMI furent imposés la privatisation d'une partie du secteur public et la réduction des subsides et des programmes sociaux. En 1989, de violentes manifestations éclatèrent dans le pas. Plus de 1000 personnes furent tuées par la police. Le système politique dans son entièreté fut discrédité.

La colère populaire fut le résultat d'une longue accumulation de confrontations et de politiques qui favorisèrent les élites. Pendant que les services de santé de base ne sont pas disponibles, on compte à Caracas le plus grand nombre de cliniques de chirurgie esthétique. En plus d'être pauvres, les couches populaires sont ostracisées, refoulés dans des Barrios insalubres dans les montagnes autour de la ville, confinées dans la marginalité, l'analphabétisme, la maladie, dans un processus de décomposition sociale accéléré.

## L'émergence de Chavez

En février 1992, un colonel inconnu, Hugo Chavez Frias, tenta un coup d'état avec un petit groupe de militaires et de civils, demandant la fin de la corruption et des politiques néolibé-

les. Caractérisés de populistes par les médias, les organisateurs du coup échouèrent et furent emprisonnés. Ce fut le débat de l'ascension de Chavez et de ce qui devint le Mouvement pour la cinquième république. Libéré quelques années plus tard, Chavez par la suite a été élu à la Présidence avec de confortables majorités. En 1999 à la suite d'un référendum approuvé par le peuple, une nouvelle constitution était mise en place pour démocratiser les structures du pays. Malgré une tentative de coup d'état contre le Président en 1992, les orientations de Chavez ont été confirmées, notamment lors des élections de 2004 (22 des 24 états (ou provinces) ont été gagnées par le parti du président), et plus récemment lors des élections municipales d'août 2005. Les transformations ont également gagné l'appareil militaire, avec de profondes réformes de la structure et des pratiques de l'armée.

Tout cela a de gros impacts sur la situation régionale. Certes, le projet bolivarien s'inscrit dans le contexte où de nouvelles expressions politiques et sociales émergent en Amérique latine. L'influence et l'appui apporté par le Président Chavez à ces nouvelles forces facilitent le développement de la résistance contre l'Empire américain tant au niveau politique qu'au niveau économique.

\* Torres milite au Center for Social Justice à Toronto et a édité «The unexpected revolution, The Venezuelan people confront neoliberalism», Socialist interventions Pamphlet Series, Socialist Project, 2005



# Panorama



**Dans cette section, nous abordons plusieurs thèmes :**

- **La restructuration néolibérale en cours au Mexique sous le régime de l'ALÉNA et les luttes ouvrières qui en découlent.**
- **La dynamique brésilienne, qui se situe au cœur de l'«utopie» altermondialiste, et qui traverse actuellement une crise grave**
- **La nouvelle donne en Asie du Sud dans la foulée des nouveaux accords stratégiques entre les Etats-Unis et l'Inde.**



# Restructuration néolibérale et résistances dans le Mexique de l'ALÉNA

L'inclusion du Mexique dans l'ALÉNA en 1994 devait induire un rapide processus de développement économique et arrêter la croissance de la pauvreté chez les paysans et les urbains. Le Président Carlos Salinas le pensait et le disait, l'emploi allait exploser, de même que la rémunération. Dix ans plus tard, les faits sont là, les salaires réels ont stagné et l'emploi a chuté. L'espoir d'obtenir un emploi décent et permanent est devenu un rêve inatteignable pour la majorité des Mexicains. Aujourd'hui, l'emploi «informel» inclut 25% de la population dans le secteur non-agricole et dans la plupaart des cas, les travailleurs dans l'informel n'ont ni droit ni bénéfices sociaux. Entre-temps, le parti au pouvoir voudrait encore plus «flexibiliser» le marché du travail au grand plaisir des entreprises et en conformité avec le projet de l'ALÉNA dont l'objectif est de supprimer les «barrières inutiles» qui nuisent aux entreprises et aux investisseurs.

*Par Carlos Salas, Dan Labotz et Robin Alexander \**

## Le plan Abascal

Le projet de réforme, dit Plan Abascal, est promu par le monde des affaires au Mexique, ainsi que par les deux principaux partis, le Parti d'action nationale (PAN) et le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Ce Plan mettrait fin aux législations mises en place par le Président Lazaro Cardenas dans les années 1930 et qui conféraient au monde du travail une certaine place dans l'économie nationale, tout en défendant l'industrie nationale, y compris par la nationalisation du pétrole. La philosophie actuelle des élites est de favoriser l'investissement étranger à travers le libre-échange, la privatisation du secteur public, la réduction du budget de l'État et la réduction des droits syndicaux. Devant ce plan se dresse une vaste coalition qui est menée par les nouveaux syndicats indépendants ainsi que certaines forces politiques de gauche.

Il faut rappeler que la constitution de 1917 (article 123) donne aux travailleurs des droits importants y compris le droit de se syndiquer et de négocier des conventions collectives. En 1931, cette législation est renforcée par Cardenas. En échange cependant, les travailleurs acceptent de fonctionner dans un cadre étroitement régi par l'État, et à travers une centrale syndicale, la Confédération des travailleurs du Mexique, liée organiquement au Parti-État (PRI). Il s'agit d'un système à saveur corporatiste où les divers «secteurs» de la population (travailleurs, employeurs, paysans) sont considérés à degrés divers «représentés» au sein de l'État par des institutions bien établies.

## Néolibéralisme tout azimut

Dans les années 1980, le PRI amorce un virage vers le néolibéralisme sous la gouverne du président Miguel de la Madrid, pour lequel l'afflux d'investissements étrangers est la priorité. Diverses tentatives sont engagées pour diminuer le pouvoir de la CTV et de restreindre la portée des conventions collectives. Carlos Abascal, alors président de l'Association des employeurs introduit un plan beaucoup plus radical, mais le PRI est trop faible politiquement pour l'imposer. La suite des choses cependant favorise cette évolution. Une grande partie du patrimoine indus-

triel du pays est peu à peu liquidé, sous prétexte de manque de compétitivité, notamment dans l'industrie lourde. Avec l'arrivée au pouvoir de Salinas en 1988, la privatisation des entreprises est accélérée, notamment TELMEX, la grande entreprise nationale de télécoms. Les nouveaux propriétaires privés réduisent la force de travail de 50%. Le pourcentage des travailleurs syndiqués chute de 30 à 20%. Et à travers les dévaluations successives du peso, le salaire réel sombre de plus de 50% entre 1980 et 2000. En dépit de ces formidables régressions, la résistance des travailleurs reste limitée, en bonne partie à cause du contrôle exercé par la CTM encore loyale au PRI. En 1995, la centrale accepte même de signer un accord pour une «nouvelle culture du travail», dont le coeur est l'augmentation de la productivité des travailleurs.

En l'an 2000, l'histoire mexicaine s'accélère avec l'élection de Vicente Fox, ex PDG de Coca-Cola au Mexique et chef du PAN. Abascal devient alors ministre du travail et son plan de réforme parvient au sommet de l'agenda politique. En 2001, ce plan est officiellement endossé par la Banque mondiale, qui estime que la force de travail doit être plus flexible au Mexique et que les conventions collectives doivent permettre plus facilement le licenciement des travailleurs.

## Le «success story» des maquillas

Elles produisent surtout des biens intermédiaires dont les principales composantes sont importées (le textile qui permet la fabrication du vêtement, par exemple). Les réglementations entourant la production dans les maquillas permettent le contrôle étranger jusqu'à 100% de l'entreprise. Les entreprises ont la possibilité d'importer et d'exporter l'entièreté de leurs productions sans taxe. Les ressources qui restent au Mexique sont celles qui sont payées sous forme de salaires. Les investissements étrangers qui ont afflué au Mexique depuis 1994 ont été concentrés sur les maquillas. Ailleurs, cela a été principalement pour absorber des entreprises mexicaines. Un exemple a été l'acquisition par le géant financier espagnol BBVA-Probursa de la plus grande banque mexicaine, Bancomer.

## Nouvelles résistances

Entre-temps, l'opposition s'organise. Une nouvelle centrale syndicale, l'Union nationale des travailleurs (UNT) est mise en place avec l'appui de plusieurs syndicats indépendants, compris ceux déjà coalisés au sein du Front authentique du travail (FAT). Depuis, le Parti révolutionnaire démocratique (PRD) qui représente la gauche au Parlement s'y associe également pour présenter un projet de loi alternatif. Parallèlement, 21 syndicats de la CTM mettent au monde le «Front syndical mexicain», qui sans être une confédération indépendante (ils sont encore membres de la CMT) agit d'une manière autonome. Ensemble, l'UNT et le FSM ont été capables d'organiser de formidables mobilisations. Le 31 août 2004 par exemple, des centaines de milliers de travailleurs ont fait grève

## Solidarités

Pendant longtemps, la CMT a utilisé son monopole pour contrôler les liens internationaux, notamment du fait de son ap-

## Bilan mitigé de l'ALÉNA sur l'économie mexicaine

Entré en vigueur le premier janvier 1994, l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord prévoit la suppression progressive de toutes les restrictions au commerce sur une période de 15 ans. Les résultats ont été assez spectaculaires au niveau des exportations. Entre 1993 et 2001, le volume du commerce entre les trois pays a progressé de 116% (de 297 milliards de dollars à 622 milliards). Les exportations du Canada dans la région ont progressé de 225. Les investissements directs dans la région ont atteint 1,3 milliard de dollars, soit 28% du total mondial, dont 21,4 milliards au Canada (quatre fois plus qu'avant l'accord).

S'il est vrai que le PIB du pays est passé de 420,8 milliards de dollars en 1994 à 574,5 milliards en 2000, les résultats de cette politique ont été bien différents selon les classes sociales. Sur le premier plan, on signale la disparition en 10 ans de 28 000 petites et moyennes entreprises. Au cours de l'année 2000 seulement, cela s'est traduit par une perte de 200 000 emplois. Parallèlement, le phénomène de la maquila a explosé à la frontière des États-Unis, créant des emplois peu qualifiés, sous-payés et caractérisés par des conditions de travail souvent inhumaines et un total mépris de l'environnement.

Entre 1992 et 2002, la pauvreté alimentaire de la population rurale est passée de 35,6% à 41,8% et la pauvreté générale de 50% à 52,4%. Le Mexique aujourd'hui importe 95% du soja consommé dans le pays, 58,5% du riz, 49% du blé et du maïs et 40% de la viande.

partenance à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et de son affilié dans les Amériques, l'Organisation interaméricaine des travailleurs (ORIT). De ce fait, les principaux syndicats canadiens (CTC) et états-unien (AFL-CIO) ont fonctionné seulement avec la CMT. Cela a commencé à changer dans les années 1980 à cause de deux processus. D'abord les Mexicains se sont organisés eux-mêmes en se séparant de la CMT. Ensuite, les syndicats d'Amérique du Nord ont pris conscience de l'importance de se trouver de nouveaux alliés dans le contexte des négociations sur l'ALÉNA. La FAT par exemple s'est trouvée une place notamment en cultivant des relations fraternelles avec des syndicats progressistes aux États-Unis (UE) et au Québec (CSN principalement). Face au plan Abascal, plusieurs syndicats des États-Unis, du Canada et du Québec se sont mobilisés pour faire pression sur le gouvernement mexicain. Une plainte a même été logée dans le cadre du traité de l'ALÉNA dénonçant la violation des lois du travail par le plan Abascal. La plupart des syndicats ne pensent pas que la démarche auprès de l'ALÉNA sera fructueuse, néanmoins, c'est une manière d'attirer l'attention.

\* Labotz et Alexander sont respectivement professeur à l'Université de Miami et directeur des relations internationales pour le syndicat United Electrical, Radio and Machine Workers of America (UE). Salas est économiste à l'emploi de l'Instituto del Trabajo de Mexico et enseigne à l'Université autonome de Mexico.



# Les quatre crises du Brésil de Lula

Depuis quelques mois, le gouvernement de Lula et le Parti des travailleurs (PT) sont sur la brèche. En juin dernier, le député Roberto Jefferson du Parti du travail du Brésil (PTB), un parti allié au PT, déclarait que des responsables gouvernementaux avaient mis en place un vaste système par lequel le PT achetait l'appui des autres partis au Parlement fédéral.<sup>1</sup> Depuis, le bras droit du Président, José Dirceu, chef de la «casa civil» (l'équivalent du Premier Ministre) a démissionné. Le Président du PT José Genoïno a laissé sa place à Tarso Genro, l'ancien maire de Porto Alegre, un leader du PT très proche de Lula. La crise actuelle et surtout son dépassement se présentent comme un formidable défi pour le PT et les mouvements sociaux qui l'ont soutenu à travers plus de 25 ans de luttes et de résistances. Les enjeux sont immenses et complexes.

*Par Pierre Beaudet*

## L'offensive de la droite (première crise)

Au départ ouverte par une question de corruption, la crise actuelle découle d'une vaste stratégie de la droite brésilienne pour reconquérir le pouvoir dans le contexte des prochaines élections présidentielles de 2006. Élu pour un premier mandat en 2002 par cinquante trois millions de Brésiliens et de Brésiliennes, Lula avant cette affaire était selon tous les sondages bien parti pour remporter les élections et surtout pour accélérer les réformes entreprises depuis deux ans et demie. Au moment de son élection d'ailleurs, le Président avait bien expliqué que les transformations pour lesquelles le PT avait été élu étaient envisagées sur la durée et qu'un seul mandat présidentiel pouvait tout au plus mettre en place les conditions pour aller plus loin. Les principaux partis de droite dont le PSDB de l'ancien président Fernando Henrique Cardoso savaient donc bien à quoi s'attendre. Avec l'appui des grands médias (tous de droite), ils ont donc sauté sur l'occasion pour discréditer le gouvernement Lula et exiger sa démission. La grande bourgeoisie brésilienne pour sa part, est plus prudente. Le «plan A» du milieu des affaires est plutôt de détacher Lula du PT et de sa base populaire, quitte à le voir réélire en 2007, mais dans une dynamique où la raison d'être de sa présidence perdait tout son sens. On aurait donc un Président populiste et populaire, «encadré» par un appareil institutionnel très marqué à droite, ce qui jetterait les classes populaires dans la confusion et donc l'impuissance. Pour en arriver là, le milieu des affaires mise également sur l'ambitieux Ministre des finances du gouvernement actuel, Antonio Palocci, réputé pour son orthodoxie monétaire et ses positions de droite au sein du parti de Lula.

## Un système politique qui ne fonctionne plus (deuxième crise)

Au-delà de la stratégie de la droite, la crise actuelle reflète une profonde fracture dans le système politique brésilien qui avait accédé de peine et de misère à la démocratie en 1985. Ce système est de nature «présidentialiste», laissant au Président beaucoup de pouvoir et de latitude pour gouverner, mais dans les limites déterminées par la composition du Congrès. Avec moins de 20% des députés et sénateurs pour le PT, Lula se retrouvait

# En défense des valeurs du Parti des travailleurs

## (Extraits de la «lettre aux militants du PT signée par 21 parlementaires du PT»)

Le PT affronte aujourd'hui la plus grande crise de son histoire. Ses militants et ses sympathisants sont perplexes. Bouleversés par la dilapidation du patrimoine politique et éthique du parti, ils exigent maintenant de leurs dirigeants des explications, des garanties et une autre ligne. Cette crise prend sa source dans les alliances politiques avec des partis conservateurs dans une conception de la gestion administrative où le troc politique étouffe l'engagement de respecter la moralité publique. La crise d'orientation du PT est aussi issue de sa soumission à une politique économique ultra-orthodoxe et otage du capital financier, qui n'a pas réalisé les promesses de reprise de la croissance économique ni de la justice sociale.

Au cours de cette année et demie qui lui reste, le gouvernement Lula doit produire un choc éthico-politique. Il doit modifier sa base d'appui parlementaire, éliminer les accords de troc des votes en échange des charges publiques ou des amendements parlementaires. Pour un gouvernement de gauche, la «gouvernabilité» doit reposer sur son programme de changements et sur le soutien des mouvements populaires. Est exigée aussi une inflexion de la politique économique par la baisse des taux d'intérêt, la réduction de l'excédent budgétaire brut et l'accroissement des ressources publiques.

Il faut enfin tenir l'engagement de la réforme politique, la populariser, en mettant l'accent sur le financement exclusivement public des campagnes électorales. Il faut que tous ceux qui détiennent des charges électives rendent publics leurs déclarations fiscales alors qu'ils exercent des mandats. En outre, la réglementation des mécanismes de la démocratie directe que notre Constitution prévoit est essentielle pour garantir la plus large participation populaire dans l'orientation du gouvernement.

Nous appelons les militants du PT pour qu'ils saisissent l'occasion des élections internes du parti afin de changer la direction actuelle, qui porte la principale responsabilité de la crise où se trouve notre parti, et pour qu'ils élisent les camarades engagé(e)s dans le sauvetage de la crédibilité d'un parti qui se revendique encore d'être éthique, militant, démocratique et socialiste.

Cette lettre aux militants du PT a été signée par les députés suivants : Antônio Carlos Biscaia (Rio de Janeiro), André Costa (Rio de Janeiro), Chico Alencar (Rio de Janeiro), Dr<sup>e</sup> Clair (Paraná), Dr. Rosinha (Paraná), Gilmar Machado (Minas Gerais), Iara Bernardi (São Paulo), Guilherme Menezes (Bahia), Ivan Valente (São Paulo), João Alfredo (Ceará), João Grandão (Mato Grosso do Sul), Luiz Alberto (Bahia), Maninha (District fédéral), Mauro Passos (Santa Catarina), Nazareno Fonteles (Piauí), Orlando Desconsi (Rio Grande do Sul), Orlando Fantazinni (São Paulo), Paulo Rubem (Pernambuco), Tarcisio Zimmermann (Rio Grande do Sul), Walter Pinheiro (Bahia), Zico Bronzeado (Acre).

donc à devoir gouverner avec les «autres». Cette hétérogénéité est aggravée du fait qu'un grand nombre de parlementaires sont à toutes fins pratiques élus pour leur habileté médiatique et leur marketing, davantage que pour leurs opinions et leurs propositions. Ce «populisme» bien ancré dans les mœurs brésiliennes fait du Congrès une sorte de «souk» où sont constamment marchandés les votes et les orientations proposées par le gouvernement. Le PT de Lula en prenant la présidence a hérité de ce système et en plus de la galaxie des petits ou des pseudo-partis qui sont la plupart du temps des «one-man-show», le parti de Lula a dû faire face à des partis centristes comme le PTB<sup>2</sup> et surtout le PMDB, une formation politique fourre-tout dans lequel se retrouvent toutes les idéologies.<sup>3</sup> En capturant la Présidence en 2003, Lula et le PT savaient donc qu'ils n'avaient pas «le pouvoir», mais seulement une parcelle de. L'hypothèse étant qu'avec la présidence, le PT pourrait avancer dans une sorte de «guerre de position» à l'intérieur du système plutôt que de l'extérieur, en transformant peu à peu les institutions pour les démocratiser et les réorienter en faveur des classes populaires. Pari impossible ou utopie créative, le projet est maintenant fragilisé.<sup>4</sup>

### Le PT malmené (troisième crise)

La période s'annonce difficile d'autant plus que le PT a subi durant la dernière période une certaine usure du pouvoir, démontrée lors des dernières élections municipales (octobre 2004). La perte de villes-symboles comme Sao Paulo et Porto Alegre) a fait mal, de même que la diminution du vote PT dans plusieurs autres grandes villes où le PT avait trouvé sa force et sa base historiquement.<sup>5</sup> Les voix dissidentes au sein du PT sont de plus en plus nombreuses pour dire que le parti s'est mis dans le pétrin lui-même. Plinio Arruda Sampaio, un fondateur du PT qui a été longtemps député fédéral, affirme comme beaucoup d'autres que Lula a été trop conservateur sur le plan social et économique : «Lula a trop misé sur l'établissement d'un bon rapport avec les détenteurs de capitaux. Des concessions injustifiables ont été faites aux multinationales de l'énergie et des télécommunications, par exemple.» Mais le plus grave selon Sampaio est le fait que la gestion de Lula a laissé tomber le peuple : «la conduite politique du gouvernement s'est soumise intégralement aux schémas traditionnels de l'élite brésilienne corrompue : connivences, petits arrangements, alliances illégitimes, financement obscur des campagnes électorales. Ce comportement n'a fait que confirmer le scepticisme d'une grande partie de la population envers tout ce qui a trait à la politique et démoraiser les leaders populaires qui pendant deux décennies ont lutté pour convaincre le peuple que le PT était différent». <sup>6</sup> Même les défenseurs de Lula comme le Ministre de la réforme agraire Miguel Rossetto admettent qu'un grand virage est nécessaire pour redynamiser le PT et le sortir du marasme. Un appel dans ce sens vient d'être lancé par les grands mouvements sociaux comme la Centrale unique des travailleurs (CUT) et le Mouvement des sans terre (MST) qui savent bien qu'une défaite du PT serait catastrophique pour l'ensemble des mouvements sociaux et des couches populaires.

Par ailleurs, vingt-et-un députés fédéraux du PT (sur environ 90), à l'appel du «Bloc des gauches» (regroupement des diverses tendances de gauche au sein du PT)<sup>7</sup> viennent de signer un appel qui rejoint celui des mouvements sociaux : «Le gouvernement Lula doit modifier sa base d'appui parlementaire. Pour un gouvernement de gauche, la «gouvernabilité» doit reposer sur son programme de changements et sur le soutien des mouvements populaires.»<sup>8</sup>

## Le MST sur le gouvernement Lula

En 2002, le peuple brésilien a élu le gouvernement Lula pour faire des transformations. Mais le gouvernement qui a été constitué a perverti ses promesses. Au sein du gouvernement se maintiennent des conservateurs et des éléments de droite, qui contrôlent notamment la Banque centrale, le Ministère du logement, de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Depuis le début de la crise politique, le gouvernement a accentué ses alliances avec les secteurs conservateurs. Ce n'est plus un gouvernement de gauche, même pas de centre-gauche, mais un gouvernement de centre, et où la droite contrôle la politique économique.

### La réforme agraire

L'élection du gouvernement Lula avait certes représenté un changement dans le rapport de forces en faveur de la réforme agraire, dont le plan initial était de permettre à 400 000 familles de prendre possession de terres sur une période de quatre ans. Mais deux ans plus tard, nous constatons que la réforme agraire avance à pas de tortue. Le gouvernement s'avère incapable de mettre en œuvre son propre plan. Les structures administratives de l'État demeurent fondamentalement hostiles aux pauvres. Le gouvernement prétend faussement que l'expansion de l'agrobusiness est la solution pour résoudre le problème de la pauvreté dans les campagnes, alors que dans les faits, ce sont les exportateurs et les transnationales qui en bénéficient. Entre-temps, la politique néolibérale s'active à couper les ressources destinées à la réforme agraire, à prioriser les exportations et le chômage.

### L'avenir du PT et de la gauche

Le MST maintient sa ligne politique historique : nous sommes autonomes, tant sur le plan de nos relations avec les partis que par rapport au gouvernement et à l'État. Comme citoyens et militants sociaux, nous sommes perplexes par rapport aux révélations sur les méthodes utilisées par le PT pour gérer le pays. Il est frustrant de constater que certains secteurs de la gauche utilisent les mêmes méthodes que la droite. Nous restons convaincus que la gauche doit fonctionner d'une manière différente dans la bataille des idées, par la formation des militants, par le travail de base et l'organisation consciente du peuple. Le gouvernement Lula doit choisir. Ou bien avec les classes dominantes ou bien avec les pauvres. Nous avons besoin d'un projet de développement qui met au premier plan la souveraineté nationale. Qui organise une politique économique tournée vers les besoins essentiels de la population, le travail, le revenu, la terre, le logement, l'éducation et la culture. Un modèle qui priorise la vie des gens, la construction d'une société où diminuent l'inégalité et l'injustice. Nous avons besoin d'une réforme constitutionnelle qui change le système politique actuel, qui incorpore des mécanismes de démocratie directe. Tout cela représente une longue lutte. Mais il faut commencer aujourd'hui.

Bulletin du MST, 9 août 2005



## Les mouvements sociaux à l'heure des choix (quatrième crise)

Le PT a été et demeure l'expression des mouvements de base qui ont joué un rôle de premier plan dans la lutte pour la démocratie et la justice. Lula l'ex-syndicaliste a fait ses classes dans les usines autour de Sao Paulo. La plupart de ses collègues ont été syndicalistes, animateurs des mouvements paysans, voire d'ex-guérilleros qui ont combattu les armes à la main, comme José Dirceu et José Genoino. La complicité de ces mouvements avec le PT au pouvoir, d'abord dans les municipalités et ensuite au niveau fédéral, était non seulement «normale», mais porteuse, puisque le PT s'affichait lui-même comme «mouvement» et «partenaire» des organisations sociales, et non comme parti d'«avant-garde» au-dessus des masses. Mais une fois arrivé à Brasilia, la situation a changé et dans une large mesure, les mouvements sociaux ont adopté une ligne assez suiviste face au gouvernement. Seule et très importante exception, le MST a su bien naviguer, appuyant le gouvernement quand il le pouvait, s'en démarquant quand il le fallait, notamment sur les ambiguïtés du pouvoir face à la réforme agraire. Car en dépit des promesses électorales, cette réforme a peu avancé, en bonne partie faute de fonds : le gouvernement sous la conduite du ministre Palocci ayant en effet adopté une politique d'austérité qui restreint trop les programmes sociaux. Aujourd'hui face à la crise que traverse le PT, les mouvements avertissent Lula qu'ils ne sont plus disposés à l'appuyer inconditionnellement.

- 1 Selon Jefferson, le trésorier du PT Delubio Soares «achetait» les députés du Parti Libéral et du Parti Populaire ainsi que d'autres députés pour «voter du bon côté» à chaque fois que le gouvernement proposait des législations. Ces paiements (impliquant plusieurs millions de dollars) venaient d'une «caisse secrète» du PT en partie alimentée par de grandes firmes publicitaires elles-mêmes contractantes du PT pour ses diverses campagnes électorales.
- 2 Le PTB est le parti de la tradition populiste de gauche qui fut dirigé pendant longtemps par L. Brizola qui avait fait la lutte aux militaires dans les années 1960.
- 3 Historiquement, le PMDB était le parti désigné par la dictature militaire pour abriter la «gauche» durant la période où l'espace politique était restreint et contrôlé par l'armée. Une partie du PMDB venait réellement de la gauche qui avait décidé de lutter «de l'intérieur» du régime. Une autre partie a en fait servi de caution au régime militaire. Après la chute de la dictature, le PMDB a tenté de se recycler et de se projeter comme alternative démocratique, mais a rapidement été devancé par le PT qui avait été créé en 1980 dans l'illégalité et comme fer de lance de la lutte pour la démocratie.
- 4 Marco Aurelio Garcia, un des proches conseillers de Lula et animateur du «Forum de Sao Paulo» (espace de débats pour les partis de gauche d'Amérique latine) utilisait une formule à la fois claire et ambiguë pour définir le PT et sa conception de la transformation : «nous ne sommes ni léninistes ni social démocrates». Ce qui voulait dire d'une part que le PT n'envisageait pas la perspective léniniste de capture et de transformation radicale du pouvoir, ni celle de la social-démocratie dont le mandat était davantage de «discipliner» le capitalisme plutôt que de l'abolir.
- 5 Ce déclin du PT au niveau est relatif cependant puisqu'au total, le PT a augmenté son score lors des élections municipales. Mais la croissance est venue des petites et des très petites villes où l'administration dépend beaucoup du pouvoir fédéral et où on a généralement tendance de voter «du côté du pouvoir». Une «heureuse exception» a été la victoire pétiste à Fortaleza, la grande ville du Nordeste, où une candidate du PT l'a emporté, sans l'appui de la direction nationale !
- 6 Brasil de Fato, no. 97, janvier 2005.
- 7 Le PT a établi un fonctionnement interne démocratique où les courants ou tendances politiques disposent de leur propre espace politique, et également d'une présence dans la direction nationale en fonction du pourcentage des votes qu'ils obtiennent lors des élections internes. Les diverses tendances de gauche du PT incluent la Démocratie socialiste, l'Articulation de gauche, la Force socialiste et d'autres groupes.
- 8 Cette «lettre aux militants» a été endossée par 21 députés et plusieurs milliers de membres du PT lors de réunions organisées par le journal de gauche Correio da Cidadania.



# Nouvelle alliance stratégique entre l'Inde et les États-Unis

**Une nouvelle alliance militaire est en train de s'échafauder entre l'Inde et les États-Unis, qui contribuera à l'avancée de Washington en Asie. Il n'est pas clair néanmoins ce qui en résultera pour l'Inde et l'Asie.**

*par Siddharth Varadarajan \**

## Un nouveau pacte militaire

Le «Nouveau cadre pour la coopération militaire entre l'Inde et les États-Unis» (New Framework for the U.S.-India Defence Relationship) a été rendu public à Washington le 28 juin dernier. Le communiqué annonçant la signature fait état d'un niveau «inimaginable et sans précédent» de coopération entre les deux pays. De toute évidence, l'accord reflète la volonté de l'administration Bush de porter la coopération stratégique entre les deux pays à un niveau qualitativement différent. Le but est de confier à l'Inde de nouvelles responsabilités politiques et militaires, incluant des opérations multinationales, de construction de la paix et d'autres un peu partout dans le monde, particulièrement en Asie. Entre-temps, le Pakistan demeure le principal allié des États-Unis qui n'est pas membre de l'OTAN. Néanmoins, l'orientation vers l'Inde signifie que ce pays dans la vision américaine doit devenir le pôle principal en Asie au moment où ce continent émerge comme un nouveau centre de gravité mondial et où la Chine se présente de plus en plus comme le principal adversaire de la domination américaine.

## La géopolitique de l'Asie

Les conséquences pour l'Asie sont énormes. En ce moment, les opérations militaires américaines, notamment en Irak, sont la principale source de déstabilisation en Asie de l'ouest. À l'Est, les menaces de Washington contre la Corée du Nord minent les perspectives d'un accord négocié de la question nucléaire. Dans le domaine de la sécurité énergétique, l'administration Bush tente d'isoler l'Irak et de déstabiliser l'Asie centrale au nom de la «démocratie», ce qui mène à de nouvelles confrontations. Selon un responsable du State Department qui était à Delhi récemment, «les États-Unis ne peuvent tolérer l'idée d'être écarté de l'Asie». Le défi principal des États-Unis est de «demeurer engagé sur tous les terrains et d'éviter qu'une autre puissance ne parvienne à contrôler une région». Selon le même expert, «la Chine devrait logiquement travailler à marginaliser les États-Unis en Asie». D'autant plus qu'il n'y a pas sur ce continent une architecture d'alliances comme cela existe dans d'autres régions. Aussi l'accord stratégique du 28 juin avec l'Inde se veut une partie de ce qui pourrait devenir une architecture globale.

## Confier des «mandats» à l'Inde

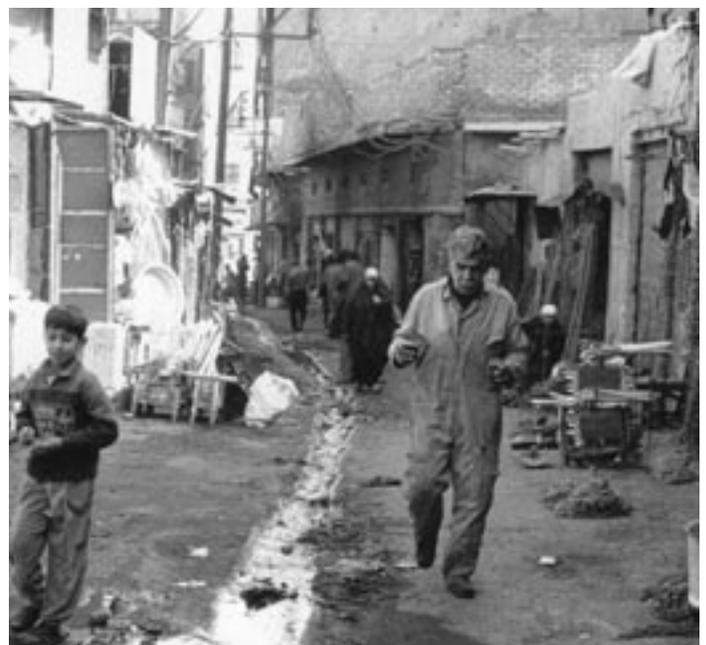
Cet accord envisage le déploiement de forces militaires indiennes dans le cadre d'opérations «multilatérales» non définies. On ne précise pas que ces opérations doivent être endossées ou non par l'ONU, ce qui laisse sous-entendre que cela pourrait se faire dans le cadre d'initiatives américaines unilatérales. On sait que cette évolution a été marquante ces dernières années, en Somalie, en Yougoslavie, en Afghanistan et en Irak, dans un contexte où les États-Unis affirment que leur contrôle sur leurs opérations est «non-négociable». Il se pourrait que l'accord du gouvernement indien dirigé par le Premier Ministre Manmohan Singh de coopérer dans un tel cadre devienne un terrain dan-

gereux. On se souviendra que cette possibilité avait été envisagée par le gouvernement précédent du BJP, mais qu'ils avaient dû reculer à la dernière minute devant l'opposition du Parti du Congrès. Le gouvernement indien avait donc renoncé à participer à l'aventure américaine en Irak. Mais aujourd'hui, tout cela est remis en question. L'accord de juin affirme la volonté des deux pays de «lutter contre la prolifération des armes de destruction massive», qui rappelle l'initiative sur la prolifération de la sécurité, une autre initiative américaine qui voulait interdire la navigation de navires dits «ennemis». Douteux sur le plan légal, ce projet entrave d'autres initiatives multilatérales destinées à limiter la prolifération. Aussi plusieurs pays y sont très opposés, notamment la Chine, l'Indonésie, la Malaisie et l'Irak. Dans l'accord de juin, l'Inde pourrait être appelée à intervenir contre des navires suspectés par les États-Unis de transporter des armes de destruction massive.

## Question d'armements

Les médias indiens ont porté davantage attention sur les conséquences de cet accord au niveau des ventes d'armements américains à l'Inde. Un «groupe bilatéral sur la production et l'approvisionnement en armes» doit être mis en place pour revoir les domaines où la coopération peut être intensifiée en matière de co-production et de technologie. La co-production pourrait mener par exemple à l'assemblage de blindés américains, sans avantage technologique du côté indien. Il est question aussi de vendre à l'Inde les chasseurs-bombardiers F-16 et les systèmes de missiles «Patriot». Selon un porte-parole de la compagnie américaine, un contrat de vente de 166 F-16 est en préparation. Selon le New York Times (16 avril 2005), il se peut que la décision de vendre des F-16 au Pakistan ait été prise par Washington pour «inciter» l'Inde à faire de même. L'Inde serait en désavantage tactique face à sa flotte aérienne composée surtout d'appareils soviétiques.

\* S. Varadarajan est éditorialiste au journal The Hindu. Le texte est traduit et abrégé de l'original (en anglais) paru le 1er juillet 2005.



# Militarisme et impérialisme : l'actualité du vingt et unième siècle

**Les relations entre le militarisme, la guerre et le capitalisme retrouvent une nouvelle actualité en ce début de vingt-et-unième siècle. La « guerre sans limites », nouveau programme politique lancé par l'Administration Bush, marque un changement d'échelle dans le militarisme du capitalisme américain, et rappelle : plus que jamais, la mondialisation du capital et le militarisme apparaissent comme deux aspects de la domination impérialiste. Militarisme, capital et technologie Rosa Luxemburg rappelle que « le militarisme a une fonction déterminée dans l'histoire du capital. Il accompagne toutes les phases historiques de l'accumulation ».**

*Par Claude Serfati \**

Ses analyses font ressortir ce qu'on appellerait aujourd'hui « l'historicité » de la relation du militarisme au capital et conservent leur pertinence aujourd'hui. Elle définit « la phase impérialiste de l'accumulation [comme] phase de la concurrence mondiale du capital [qui] a le monde entier pour théâtre. Ici les méthodes employées sont la politique coloniale, le système des emprunts internationaux, la politique de la sphère d'intérêts, la guerre. La violence, l'escroquerie, le pillage se déploient ouvertement, sans masque ». Contrairement à la « théorie libérale bourgeoise [qui] sépare le domaine économique du capital de l'autre aspect, celui des coups de force considérés comme des incidents plus ou moins fortuits de la politique extérieure » Rosa Luxemburg souligne de manière très actuelle que « la violence politique est, elle aussi, l'instrument et le véhicule du processus économique ; la dualité des aspects de l'accumulation recouvre un même phénomène organique, issu des conditions de la reproduction capitaliste » [souligné par moi] Dans sa polémique contre Dühring, Engels analyse les relations entre le militarisme et le développement technologique du capitalisme. L'histoire montre que la conduite des guerres repose sur la production d'armes qui dépend elle-même de l'état de l'économie, plus précisément du développement industriel et technologique, car « l'industrie reste l'industrie, qu'elle s'oriente vers la production ou la destruction d'objets ».

## Le complexe militaro-industriel

Engels note les changements radicaux qui surviennent lorsque le capitalisme est devenu dominant dans le monde. « Le navire de guerre est non seulement un produit, mais en même temps un spécimen de la grande industrie moderne, une usine flottante ». Pour lui, « le militarisme domine et dévore l'Europe », et cette formule trouvera une tragique confirmation dans la guerre que les impérialismes européens se livreront à partir de 1914. La production d'armes n'est plus seulement une « branche de l'industrie moderne », elle s'est trouvée depuis la seconde guerre mondiale au cœur de trajectoires technologiques essentielles au mode de production (aéronautique et espace, électronique, nucléaire). Les dépenses militaires des Etats-Unis, mais aussi celles des autres pays impérialistes, sont restées au cours des cinq décennies suivantes à des niveaux extraordinairement élevés, au nom de la menace constituée par l'URSS. Dans ce pays, les sommes gigantesques consacrées à la défense ont consolidé la caste dirigeante et son existence parasitaire, en même temps qu'elles ont contribué à la saignée des ressources productives et

financières. Le fait saillant depuis la seconde guerre mondiale est un enracinement du système militaro-industriel dans l'économie et la société des Etats-Unis, qui n'a nullement été affaibli par la disparition de l'URSS et aborde au contraire, en ce début de siècle, une nouvelle étape de consolidation. Ce renforcement du système militaro-industriel repose sur une conjonction de facteurs : une concentration industrielle et une liaison encore plus étroite des groupes de l'armement avec le capital financier, une hausse du budget militaire engagée par Clinton en 1999 et considérablement amplifiée par Bush, et une présence renforcée sur les technologies de l'information et de la communication (TIC). Ces technologies ont bénéficié de l'Initiative de Défense Stratégique de Reagan (la « guerre des étoiles ») ; elles jouent un rôle déterminant dans la « domination informationnelle » et la « guerre centrée sur les réseaux » qui sont les thèmes favoris des stratèges du Pentagone dans les années quatre-vingt-dix.

La suprématie militaire et le contrôle sécuritaire permettent aux groupes de l'armement américains de conquérir une position centrale dans le développement des TIC, dominé dans les années quatre-vingt-dix par les firmes civiles (la prétendue « nouvelle économie » et son cortège de start-ups). Les groupes de l'armement doivent également développer de nouveaux systèmes d'armes pour les armées de terre. La préparation de « guerres urbaines » (c'est l'expression employée par les experts du Pentagone) conduites par des soldats équipés d'armes hypersophistiquées relayant au sol l'action de l'aviation, occupe une place importante dans les budgets militaires. Il s'agit de conduire des guerres contre les populations des immenses agglomérations des pays du Sud (celles d'Amérique du Sud obsèdent les stratèges américains), et éventuellement contre les « classes dangereuses » des villes du Nord. On peut donc prévoir que l'influence majeure que les groupes de l'armement ont acquise au sein des institutions fédérales et étatiques depuis la seconde guerre mondiale, l'élargissement de l'« agenda de sécurité nationale » à des objectifs non militaires mais qui concernent de plus en plus d'aspects de la vie sociale et privée, accélèrent la formation d'un « système militaro-sécuritaire ».

## La domination des Etats-Unis

Celui-ci jouera dans les prochaines années un rôle bien plus important que celui du « complexe militaro-industriel » pendant la « guerre froide ». L'impérialisme au vingt-et-unième siècle La formation de ce système militaro-sécuritaire donne à l'Etat américain une puissance considérable. On est loin du déclin de la « forme Etat » de domination du capital, qui, selon Hardt et Negri, laisserait la place à un « Empire » au sein duquel le capital et le travail s'opposeraient sans médiation.

Pour maintenir sa domination, le capital ne peut se passer d'un appareil politique, dont les institutions (judiciaires, militaires, etc.) se sont constituées, renforcées et améliorées depuis deux siècles dans le cadre des Etats des pays capitalistes dominants. Le « capitalisme mondial », dans le sens donné par ces auteurs, n'existe pas. Le capital, en tant que rapport social, a certes une propension à transcender les frontières nationales et les autres barrières (formes d'organisation socio-politique par exemple). Le « marché mondial est contenu dans la notion même de capital » disait Marx, mais il s'agit là d'un processus marqué par des contradictions qui s'expriment dans les rivalités inter-capitalistes et inter-impérialistes ainsi que dans les crises. C'est pourquoi l'extension mondiale du capital à toujours pris et continue de pren-

dre une physionomie indissociablement liée aux rapports de forces inter-étatiques et à leur cortège de violences. La domination des Etats-Unis sur les autres pays impérialistes est évidente. C'est une raison qui rend improbable le déclenchement de guerres interimpérialistes comme celles qui ont eu lieu au vingtième siècle.

L'intégration des capitaux transatlantiques, entre les Etats-Unis et une partie de l'Union Européenne, s'est poursuivie et a constitué un des traits distinctifs de la « mondialisation » de la fin du vingtième siècle. Les classes dominantes des Etats-Unis et de l'Union européenne sont, dans une certaine mesure, dans la situation que Marx décrivait à propos de la concurrence entre capitalistes : ils se comportent comme des « faux frères dans la concurrence » mais comme une véritable « franc-maçonnerie » face aux ouvriers et devrait-on ajouter face aux peuples des pays soumis à leur domination. L'improbabilité de guerres entre les puissances capitalistes dominantes ne rend pas caduque la relation établie entre la guerre et l'impérialisme par le marxisme du début du vingtième siècle. Il suffit par exemple de penser à ce qui se passerait si la transformation capitaliste de la Chine sous le contrôle de la bureaucratie du PC chinois, au lieu d'accélérer les tendances centrifuges à l'œuvre dans ce pays, en venait à menacer les Etats-Unis sur le terrain de l'économie.

L'ultra-impérialisme qui permettrait au capital de dépasser ses contradictions, tel qu'il était imaginé par Kautsky, n'est sûrement pas à l'ordre du jour. La guerre conserve et accroît son rôle dans la phase actuelle de mondialisation du capital. Mondialisation du capital et militarisme La mondialisation du capital n'entraîne pas une expansion du capitalisme définie comme un élargissement de la reproduction de la valeur à l'échelle planétaire. Elle conduit plutôt à un accroissement des prédatations opérées par le capital, dont les « droits de propriété » (sur des actifs financiers) lui permettent de percevoir des revenus financiers aussi bien que de s'approprier les processus du vivant. « On ne produit pas trop de subsistance proportionnellement à la population existante. On en produit trop peu pour satisfaire décemment et humainement la masse de la population ».

### **Du nécessaire usage de la violence**

C'est cette contradiction que la mondialisation du capital a porté à un niveau inédit, écrasant la plupart des pays d'Afrique et emportant au cours de la décennie,

quatre-vingt-dix les pays « émergents » d'Asie et d'Amérique latine dans la crise. L'Etat a toujours joué un rôle majeur dans ce processus d'expropriation des producteurs par le capital, non seulement dans la phase dite « d'accumulation primitive » mais également lors des conquêtes coloniales dont l'objectif était de soumettre les peuples et les territoires de la planète à la domination du capital. La violence des Etats est plus que jamais nécessaire aujourd'hui, aux antipodes des mystifications qui associent les « marchés » et le libre-échange à la paix et la démocratie. La mondialisation du capital s'accompagne d'un processus de marchandisation que l'on peut définir comme l'extension des espaces où le capital peut mettre en place ses droits de propriété. Telle est en effet la condition préalable à l'existence de « marchés », dont l'objectif et l'effet sont, d'une part, d'accroître la dépendance des producteurs en les rendant plus « libres », c'est-à-dire plus contraints de travailler pour le capital et, d'autre part, d'asservir de nouveaux groupes sociaux, en particulier dans les pays dominés. Ces espaces ne sont pas seulement des territoires géographiques, ce sont de nouveaux domaines d'appropriation privée, tels que la biosphère (marchés des permis de droits à polluer), les processus du vivant (brevets sur les semences, etc.) et de façon croissante les droits de propriété intellectuelle dont l'extension incessante par les tribunaux représente une sérieuse atteinte à la liberté des populations. Tous ces objectifs ne peuvent être atteints sans l'usage de la violence. Les Etats-Unis se trouvent au centre de la mondialisation du capital. Le renforcement du militarisme observé au cours des années quatre-vingt-dix n'est pas un « supplément d'âme » qui s'ajouterait à un fonctionnement économique par ailleurs « prospère ». Mondialisation du capital et militarisme sont deux aspects d'un « même phénomène organique » comme dit Rosa Luxembourg, et c'est aux Etats-Unis qu'ils sont les plus interdépendants. La puissance politico-militaire a été un facteur déterminant dans les processus qui ont permis aux Etats-Unis, au cours des années quatre-vingt-dix et à un rythme accéléré après la crise des pays d'Asie (1997), de drainer vers ses places financières le capital argent en quête de placements dotés d'une forte « sécurité ».

Finalement, l'économie américaine a été atteinte par la récession en 2000 . Il n'est pas possible d'en analyser ici les mécanismes, mais l'important est de comprendre que si les Etats-Unis sont au cœur de la mondialisation du capital, ils sont également au cœur de ses contradictions,

bien plus profondes que ne le mesurent les indicateurs utilisés pour qualifier une récession. Le développement rapide de ces contradictions a donné tort à ceux qui pensaient que les Etats-Unis américains constituaient un « îlot de prospérité » dans l'océan des dévastations mondiales produites par la domination du capital financier (la « nouvelle économie »). Les contradictions économiques sont amplifiées, et non réduites, par la mise en œuvre des programmes budgétaires décidés après le 11 septembre 2001 et pour lequel le terme de « guerre de classes » a été utilisé.

### **La guerre «sans limite»**

Dans ce contexte, la « guerre sans limites » engagée par l'Administration Bush est à mettre en relation avec la trajectoire du capitalisme depuis vingt ans. Cette politique exprime les intérêts d'une oligarchie financière, dont les bases matérielles reposent sur le pillage des ressources naturelles (au premier rang desquelles figure bien sur le pétrole) et sur le paiement de la dette perpétuelle, fut-ce au prix de la mise en danger physique et même de l'existence de classes sociales et de populations les plus vulnérables. Le contrôle que les Etats-Unis et les autres pays dominants - la « communauté internationale » - sont en train d'exercer à travers des formes de gestion directe, de mandat ou de protectorat, a, encore moins que les conquêtes coloniales des impérialismes du début du vingtième siècle, la prétention et la possibilité de stimuler le développement économique des pays dominés. L'heure est plutôt, comme le continent africain en donne l'exemple tragique depuis vingt ans, au démembrement des Etats des « pays du Sud », qui ne peuvent résister aux conséquences de la domination des impérialismes. Les classes sociales dont l'existence repose sur un mode de domination sociale qui privilégie à ce point l'appropriation de la valeur créée par les producteurs, et encourage toujours plus la prédation rentière, ne peuvent qu'avoir des préoccupations de très court terme, sans égard pour les conséquences sociales et environnementales catastrophiques pour l'humanité. Elles ont besoin de gouvernements et d'institutions étatiques qui leur assurent la pleine jouissance et la sécurité de leurs droits de propriété. Plus le capital financier réussit à conforter et à étendre sa logique, et plus le besoin de la force armée grandit.

\* Serfati est chercheur en économie à l'Université de St Quentin en Yvelines et membre du Conseil Scientifique d'ATTAC-France

# Controversies



# L'Iran dans la mire

**En Irak, les choses ne marchent pas comme prévu. La coalition de pétroliers et d'idéologues néoconservateurs qui s'est emparée du régime américain songe-t-elle à opérer une diversion en provoquant une crise, voire une guerre avec l'Iran?**

*Un commentaire de Fred A. Reed \**

## La nouvelle cible

On assiste actuellement à une montée des enchères qui rappelle l'enchaînement de mensonges, de menaces et d'intoxication des esprits qui ont précédé l'invasion et l'occupation de l'Irak. Ainsi, l'Iran serait un foyer du « terrorisme »; le régime clérical serait une « tyrannie »; et quel effroi! -ce pays deux fois millénaire serait en train de se doter de l'arme nucléaire. Et les preuves, dites-vous? À la Maison-Blanche, comme dans les bureaux de Cheney, Rumsfeld, Libby, Bolton et autres, on ne s'embarrasse pas trop de cette notion désuète : « C'est nous désormais qui façonnons la réalité. » Une récente fuite provenant de l'opposition intérieure à la politique de Washington a révélé la stratégie que les États-Unis entendraient suivre. Si un autre attentat « terroriste », peu importe sa provenance, devait frapper les États-Unis, ces derniers riposteraient en bombardant les installations nucléaires iraniens avec des bombes atomiques du type « bunker buster. » Ou bien, la tâche pourrait être confiée à Israël. Ce sont là des considérations essentielles pour comprendre la ligne de conduite de Téhéran. Il y a aussi l'histoire.

## L'enjeu nucléaire

L'acquisition d'une capacité de production d'énergie nucléaire demeure l'un des objectifs de l'Iran depuis le régime du chah, alors « gendarme du Golfe persique. » Les États-Unis souhaitaient que Téhéran se lance dans le nucléaire. La formation de scientifiques à cette fin débuta aux États-Unis. Depuis, la Révolution islamique ne fait que continuer un programme déjà en marche, mais qu'elle doit modifier pour pallier aux effets de l'embargo américain toujours en vigueur. Il s'agit donc d'une politique qui engage l'honneur national. En vertu de Traités de non-prolifération dont il est signataire, l'Iran, tout comme d'autres pays comme le Brésil et la Corée du Sud, a le droit de produire de l'énergie nucléaire pour des fins pacifiques. Mais à l'opposé de ces deux pays, on considère l'Iran comme étant un pays « à risques », soupçonné de vouloir se doter de la bombe. Ainsi, le trio européen (France, Allemagne et Grande-Bretagne) lui propose une brochette de conditions finement ficelées avec la connivence des Américains qui l'amènerait à l'abandon de larges pans de souveraineté au profit de ceux qui, il y a vingt ans, soutenaient Saddam Hussein dans sa guerre contre l'Iran. Faudrait-il vraiment s'étonner que cette « offre » soit rejetée ?

## «Nouvelle» donne à Téhéran

L'arrivée à la présidence de Mahmoud Ahmadinejad ne renversera pas l'approche iranienne. Elle consolidera plutôt l'emprise des conservateurs et des religieux sur les rouages de l'État. Vainqueur sur Hachemi Rafsandjani, symbole de corruption, de magouilles et d'opérations sordides, Ahmadinejad a su convaincre une majorité importante d'Iraniens qu'il s'en prendrait à cette corruption, et au régime d'impunité qu'elle a créé. Laïc lui-même, fils d'ouvriers, homme croyant, il sera beaucoup plus proche des larges couches de la population chez qui le dialogue des civilisations et le discours des droits de la personne chers au président

sortant Mohammad Khatami n'ont jamais eu d'écho. Il aura aussi l'oreille du Guide suprême Ali Khamenei, soucieux à jouer les modérés au sein de la caste au pouvoir. Au sein du groupe restreint qui élabore la politique étrangère iranienne, on trouve Mir Hossein Mousavi, homme respecté qui fut Premier ministre pendant la guerre Iran-Irak. Mousavi a récemment déclaré que le nucléaire était aussi important pour l'Iran d'aujourd'hui que ne l'était la nationalisation du pétrole en 1952. (On se souvient qu'un an après, le Premier ministre élu Mohammad Mossadeq fut renversé par le coup d'État anglo-américain qui réinstalla le chah sur son trône.) L'Iran d'aujourd'hui n'est pas celui de feu l'Imam Khomeiny, ni celui dont a hérité Khatami quand il a été élu président en 1997. Pays d'une étonnante vitalité, aux prises aussi avec de grands problèmes économiques et sociaux, il évolue très rapidement. Une évolution dont l'élection d'Ahmadinejad n'est qu'un indice parmi plusieurs.

## Deux poids deux mesures

Les revendications fondamentales qui ont permis à la Révolution islamique de naître et de se consolider restent bien actuelles : justice sociale, Islam, indépendance nationale. Ahmadinejad, aux yeux de bon nombre de citoyens, incarne ces valeurs. La « démocratie » à l'américaine n'a pas d'avenir en Iran. Comme dans le dossier nucléaire, l'élection d'Ahmadinejad nous rappelle que l'Iran possède sa propre dynamique. Il se montrera flexible là où il le peut, mais sur l'essentiel, il restera intraitable. L'argument iranien aura un retentissement certain au Moyen-Orient et dans le monde islamique. La question reste posée : pourquoi des pays comme Israël, l'Inde et le Pakistan peuvent posséder l'appareil nucléaire, jusqu'à en fabriquer des bombes, mais non pas l'Iran ?

\* Reed est journaliste et écrivain



# Le combat des Iraniennes

Entretien avec Shirin Ebadi

Shirin Ebadi milite en faveur d'une nouvelle interprétation de la charia (droit musulman). La lauréate iranienne du Prix Nobel de la paix 2003 estime que l'interprétation de la charia qui permet la discrimination à l'égard des femmes est incorrecte. Elle insiste sur le fait que les femmes protestent contre ces lois. En sa qualité d'avocate et de militante des droits humains en Iran, elle accorde la priorité à l'action en faveur d'un changement de cette interprétation de l'islam.

«Une interprétation dynamique de l'islam reconnaît les droits des femmes, la démocratie et les droits humains, déclare Shirin Ebadi. Nous nous efforçons de démontrer que l'islam n'est pas hostile aux femmes. Nous vivons dans une culture patriarcale opposée aux femmes et dominée par une interprétation incorrecte de l'islam. Vous savez, la plupart des hommes dénonceraient toute interprétation féministe, mais ce n'est pas important, nous devons poursuivre notre action même si cela nous met en danger. Nous devons relever le défi, je sais que ce ne sera pas facile, mais c'est notre tâche.



«Les femmes iraniennes sont terrorisées. Nous sommes confrontées à des lois discriminatoires ainsi qu'aux violences domestiques. Ces lois constituent le principal problème ; si les lois étaient équitables, la violence diminuerait. C'est pourquoi nous accordons la priorité au combat contre les lois discriminatoires.»

«Un homme peut avoir quatre épouses, le témoignage de deux femmes équivaut à celui d'un seul homme, en matière d'indemnisation, la vie d'une femme vaut la moitié de celle d'un homme. Il est plus difficile à une femme de demander le divorce. Un certain type de violence à l'égard des femmes est interdit, mais une autre forme est autorisée.»

«Si une femme est tuée dans la rue ou chez elle, le meurtrier peut être poursuivi. Le problème est que ce type de violence est rarement dénoncé à la police. Toutefois, si une femme est tuée par son mari parce qu'elle est infidèle ou surprise en flagrant délit d'adultère, le meurtrier ne sera pas puni.»

Shirin Ebadi affirme en soupirant qu'il est difficile à un professeur de droit d'enseigner cette matière : «Comment peut-on faire naître le respect et la compréhension pour ce genre de lois ?»

Elle estime que beaucoup d'Iraniens accueilleraient favorablement une nouvelle interprétation du droit musulman.

«Il est évident que le gouvernement crée beaucoup de problèmes pour ceux d'entre nous qui agissent. Certains sont en prison, d'autres en exil et d'autres encore ne sont pas autorisés à s'exprimer en public. Prenez mon cas, par exemple : je n'ai pas le droit de parler dans les universités ni de recevoir un doctorat honoris causa à l'étranger. Mais ce n'est pas important, les autorités font leur travail et nous faisons le nôtre.»

«Je vais vous donner un exemple. Le Coran dit que tous les musulmans doivent jeûner, c'est-à-dire s'abstenir de nourriture et de boisson entre le lever et le coucher du soleil, pendant le mois de Ramadan. Il est facile de jeûner au Moyen-Orient, mais comment faire au pôle nord où il fait jour pendant six mois de l'année et nuit noire pendant les six autres mois ; si un musulman observait les règles du jeûne, il mourrait. Il faut faire des compromis. En divisant la journée en trois, on jeûne pendant huit heures. C'est ce que nous appelons les lois secondaires, des lois basées sur le Coran mais adaptées au lieu et à l'époque. De nombreuses lois ont déjà été modifiées de cette manière.»

Source : Amnesty International, <http://web.amnesty.org/library/index/framde130492004>

## Lettre ouverte d'Amnistie Internationale au nouveau président iranien

Amnesty International a écrit au nouveau président récemment élu, Mahmoud Ahmadinezhad, lui demandant de saisir l'occasion de son entrée en fonction pour lancer un programme de réforme en matière de droits humains. L'organisation s'est déclarée encouragée par les engagements pris avant les élections par le nouveau président en faveur de la justice et du combat contre la pauvreté, la corruption et la discrimination. Pour que des progrès se réalisent dans ces domaines toutefois, les Iraniens doivent pouvoir bénéficier des droits humains fondamentaux - liberté de parole, accès à la justice, droit de ne pas être torturé ni condamné à mort. Selon Amnesty International, des progrès sont notables ce dont témoigne un rapport récent rédigé par le responsable du pouvoir judiciaire, l'ayatollah Shahroudi, et qui dresse une liste des violations des droits humains perpétrées dans les centres de détention en Iran tout en préconisant une loi interdisant la torture. Le véritable test sera de voir si des représentants de l'État ayant perpétré ou ordonné des actes de torture seront traduits en justice, selon Amnesty International.

Amnesty demande au nouveau président d'ordonner la remise en liberté sans délai et sans condition de tous les prisonniers d'opinion, dont le journaliste Akbar Ganji (en grève de la faim depuis le 11 juin) et le défenseur des droits humains Nasser Zarafshan. L'organisation a également appelé à une remise en liberté de tous les prisonniers d'opinion, dont Manuchehr Mohammadi, emprisonné après les manifestations étudiantes du 18 Tir en 1999.

Amnesty International lance également un appel en faveur de :

- Garanties contre la torture, grâce à l'engagement de poursuites et à l'emprisonnement de toute personne ayant perpétré ou approuvé des actes de torture.
- L'abrogation de toutes les lois autorisant l'incarcération de prisonniers d'opinion et la discrimination en se fondant sur des critères de race, d'ethnie, de genre, de sexualité ou de langue ;
- L'abolition des tribunaux spéciaux dont les procédures ne respectent pas les normes internationales d'équité des procès ;
- Le respect du droit à pratiquer librement sa foi, ou à ne pas professer de religion, sans avoir à craindre de persécutions ;
- Un moratoire sur la peine de mort et la suspension de nouvelles exécutions de prisonniers mineurs ;
- Des enquêtes urgentes et impartiales sur toutes les disparitions et exécutions extrajudiciaires et la fin de l'impunité pour les auteurs présumés de ces crimes ;
- L'annulation des dispositions légales facilitant les crimes « d'honneur » et la mise en place de nouvelles lois et mesures visant à assurer aux femmes un respect de leurs droits, à égalité avec les hommes.

3 août 2005



# La crise irakienne telle que vue par le Parti communiste irakien

Entrevue avec Salam Ali, représentant international du PCI \*

Quelle est l'analyse du PCI sur le processus politique actuel ?

Salam Ali : nous participons à la lutte pour imposer une constitution démocratique qui doit être l'objet d'un référendum en octobre prochain selon le calendrier prévu par l'ONU. Il y a de grandes difficultés. Nous sommes partie prenante du comité qui prépare cette constitution, mais les partis chi'ites insistent pour que l'État soit défini comme islamique, ce à quoi nous nous opposons. Nous pensons que la charia doit être l'une des sources d'inspiration pour la législation et que les lois devront tenir compte des prescriptions de l'Islam. Mais cela est différent que de déclarer que la seule référence de la constitution doit être l'Islam. La question de la constitution est importante, car elle doit permettre la poursuite du processus politique, dont des élections générales prévues pour 2006. Ce qui ouvrirait la voie à un gouvernement élu et surtout qui mettrait fin au mandat de la force multinationale, selon la résolution 1546 du Conseil de sécurité de l'ONU. Nous sommes préoccupés par le fait que le Premier Ministre Ibrahim al-Jaafari<sup>1</sup> parle déjà de prolonger le mandat de cette force, sous prétexte de maintenir la sécurité. Plus de 83 membres de l'Assemblée nationale ont signé une lettre critiquant le PM sur cette question. Il est certain que les gens ordinaires sont préoccupés par la violence, ce ont tendance à oublier les questions fondamentales comme la souveraineté et l'économie, par exemple. C'est à notre avis la fonction première du terrorisme, de paralyser la vie politique. C'est pour cela que nous sommes radicalement contre les attaques perpétrées par une soi-disant résistance, qui frappe davantage la population que l'armée américaine. On parle de plus de trente civils irakiens tués chaque jour depuis plusieurs mois.

Est-il possible d'espérer la paix ?

Salam Ali : La solution à la crise actuelle est politique plus que militaire. Il faut isoler les groupes extrémistes de ceux qui n'ont pas participé au processus politique à date pour des raisons qui peuvent être légitimes, que cela soit la peur d'être dominés par des groupes islamiques chi'ites ou d'autres raisons. Nous sommes pour le dialogue dans un esprit qui exclut tout sectarisme. Le fait est que la situation évolue depuis les élections. Il y a des pourparlers avec certains groupes qui pratiquent la résistance armée. Ce ne sont pas les groupes intégristes ni les Bathistes de Saddam, mais des patriotes qui se sont opposés à l'invasion américaine. Pendant ce temps cependant, les Etats-Unis continuent de parler aux ex-Bathistes. Le Parti communiste fait partie des forces politiques qui veulent construire une large coalition nationale.<sup>2</sup> Durant les élections, nous avons proposé une liste nationale incluant diverses forces politiques.<sup>3</sup> Les partis chi'ites avec l'appui



## Bell Helicopter en Irak

L'annonce faite par l'entreprise Bell Helicopter de Mirabel à l'effet d'un gigantesque contrat avec l'armée américaine a été célébrée par les médias et bien sûr par les employés de BH. Qu'en est-il vraiment ?

Par Matthew Behrens \*

Sur le site internet de l'entreprise, l'appareil vendu à la US army, le ARH, et présenté comme un champion qui peut «chasser, tuer, survivre» (hunter, killer, survivor). Il peut tirer 2000 projectiles à la minute, ainsi que des missiles Hellfire et d'autres armes qui «diminuent le coût de tuer», selon BH. Toujours selon l'entreprise, c'est la versatilité de cet appareil qui fait sa force, car il peut «espionner, transporter des troupes, supporter des opérations spéciales».

En Irak, les hélicos jouent un rôle de plus en plus important dans la guerre menée par les États-Unis. Selon le chef d'état-major américain, le général Richard Cody, la participation des hélicoptères est indispensable aux opérations terrestres.



La participation de Bell Helicopter à la guerre américaine en Irak s'ajoute à celle de SNC-TEC, une filiale du conglomerat SNC-Lavalin, et qui vend des munitions à la US army. Plusieurs autres entreprises canadiennes sont impliquées notamment Diemaco (armes à feu) Northstar Aerospace (technologies pour les hélicos Apache) et COMDEV (systèmes de surveillance). Entre-temps, l'armée canadienne et l'armée américaine organisaient en juin dernier un exercice conjoint, « Coalition Warrior Interoperability Demonstration), dans le but de vérifier la préparation des forces chargées de la défense du territoire et de la lutte contre le terrorisme. L'opération qui a duré dix jours était sous le commandement du général Ray Hénault, qui deviendra prochainement le président du comité militaire de l'OTAN, le véritable cerveau de l'organisation militaire. Suite aux dernières augmentations du budget de la défense canadienne, l'armée dispose de plus de \$55 millions par jour (\$20 milliards annuellement).

\* Matthew Behrens est un militant de «Homes not Bombs» basé à Ottawa

d'Ali Sistani 4 ont cependant décidé de se présenter sur leurs propres bases, de même que les Kurdes. Cependant, l'idée d'une coalition refait surface actuellement. Les discussions actuelles incluent 22 partis politiques.

### Quelles sont les autres priorités du Parti ?

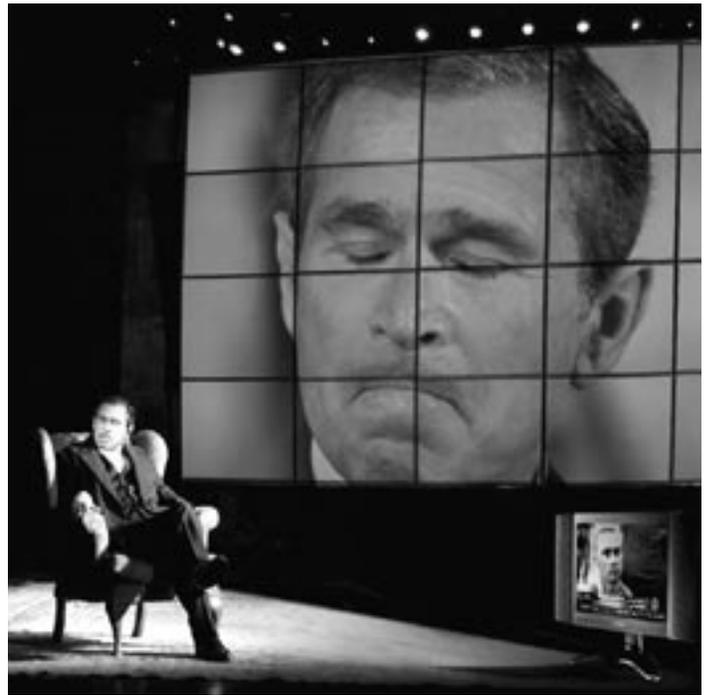
Salam Ali : Nous mettons la priorité sur la reconstruction des organisations de masse, des groupes de femmes et de jeunes notamment, des intellectuels et des syndicalistes également. Nous avons une immense côte à remonter car sous la dictature de Saddam Hussein, il n'y avait pas d'espace pour la société civile. Fondamentalement, nous pensons que la lutte pour la démocratie soit être intrinsèquement liée à la lutte contre l'occupation et pour la souveraineté nationale. Or les intégristes ne sont pas d'accord avec cette perspective. Le groupe de Moktada Al-Sadr, par exemple, attaque les étudiants et les femmes, sous prétexte qu'ils ne respectent pas l'Islam. C'est une situation dangereuse. Le Parti Dawa, auquel appartient le Premier Ministre, s'exprime également d'une manière sectaire et menaçante. Mais à Basorah <sup>5</sup>, les étudiants et le PCI ont résisté et ont gagné finalement. Ce qui a encouragé d'autres institutions et groupes à se prononcer ouvertement, y compris des médias et même des religieux sunnites et chi'ites. C'est difficile de s'opposer, c'est dangereux d'organiser des manifestations, mais nous le faisons.

### Est-ce que l'occupation américaine va se perpétuer ?

Salam Ali : Le danger est là, surtout si nous ne sommes pas capables de nous prendre en main, que l'occupation va continuer. Rumsfeld parle de douze ans ! Il ne faut pas que les forces politiques principales, y compris celles qui ont gagné les élections, commencent à jouer des jeux avec les Etats-Unis, comme nous le détectons présentement avec le Premier Ministre al-Jaafari. Il paiera un prix politique élevé si les orientations actuelles sont maintenues, pas seulement sur la question de la guerre mais aussi sur la question de l'économie. Pour nous, la question d'un calendrier précis prévoyant le retrait des troupes est important. Le gouvernement doit se tenir debout et agir avec l'ONU. Nous avons été choqués de voir Bush rejeter du revers de la main cette question du calendrier lors d'une rencontre avec al-Jaafari. «Oubliez cela» a-t-il déclaré.

### Que dites-vous aux groupes anti-guerre dans le monde qui appellent à soutenir la «résistance» ?

Salam Ali : C'est une erreur. Nous ne sommes ni le Vietnam ni l'Afrique du Sud. Regardez la nature de ces mouvements et voyez comme il est ridicule de les comparer aux mouvements de libération nationale. Les intégristes islamiques veulent imposer une sorte de despotisme religieux. On l'a vu en Afghanistan, ce



sont des groupes qui peuvent très bien fonctionner dans le cadre d'une alliance avec l'impérialisme américain. Le Jihad contre l'Union soviétique en Afghanistan a été monté par les Etats-Unis et les Saoudiens. Il n'y a rien de progressiste dans cela. Quant aux Bathistes, quelle alternative représentent-ils ? Ils se battent pour maintenir leurs privilèges. Ils négocient déjà en douce avec les Etats-Unis, avec l'aide de leur copain Allawi<sup>6</sup>. D'ailleurs si on se souvient avant la guerre, le rêve de Washington était de susciter un coup d'état contre Saddam parmi sa garde rapprochée, de continuer le régime sans Saddam. Ils ont échoué par stupidité, pas parce qu'ils ne peuvent pas fonctionner avec Saddam. Les Irakiens ne veulent pas cela. Plus de 60% d'entre eux ont participé aux élections parce qu'ils veulent la démocratie, pas un arrangement à l'amiable entre l'ancien régime et les Etats-Unis.

\* Entrevue publiée dans la revue Political Affairs de New York, juillet 2005



- 1 Al-Jaffari est le Premier Ministre désigné d'une coalition dominée par les groupes chi'ites et dont les deux principales composantes sont le Conseil supérieur de la révolution islamique et Dawa (le parti du PM). En dehors de ces deux partis, la principale force du côté chi'ite est celle dirigée par Moktada al-Sader.
- 2 Le PCI a été avant l'arrivée de Saddam Hussein au pouvoir à la fin des années 1960 une des grandes forces politiques du pays. Par la suite son infrastructure a été démantelée et les communistes sont passés à la résistance armée. À partir des années 1990, ils se sont implantés dans la zone dominée par les forces kurdes au nord de l'Irak et protégée par les Etats-Unis. Le PCI s'est rétabli à Bagdad dès la chute du régime de Saddam et tente présentement de regagner son prestige et son organisation.
- 3 Cette liste a obtenu environ 5% des scrutins. Deux communistes ont été élus et deux autres députés proviennent de groupes alliés au PCI.
- 4 Ali Sistani est le principal dignitaire chi'ite qui «inspire» et «conseille» les partis ch'ites. C'est lui qui a imposé aux Etats-Unis la tenue des élections alors que Washington tentait de «bricoler» un gouvernement intérimaire composé de personnes désignées.
- 5 Deuxième ville en importance après Bagdad et grande métropole du sud de l'Irak où la population chi'ite est majoritaire.
- 6 Iyad Allawi a été le Premier Ministre désigné par les Américains avant les élections. Il a été battu à plate couture lors de ces élections. Il était avant la guerre et jusqu'au début des années 1990 un des principaux lieutenants de Saddam Hussein.

# Pourquoi «Alternatives international» ?

Nous vivons une période de grands bouleversements. Avec l'essor du capitalisme néolibéral et la disparition du grand «compétiteur» qu'était l'Union Soviétique, un nouveau système impérial se construit à travers de nouvelles guerres, la transformation de l'ONU en une chambre d'enregistrement des décisions américaines, le contrôle renforcé des institutions financières et commerciales, etc. Cet impérialisme «ancienne manière» s'impose sans foi ni loi devant le reste du monde dans un rythme accéléré par les événements du 11 septembre dernier.

De l'autre côté, le mouvement citoyen mondial s'affirme, passe des résistances à la mise en avant d'alternatives. Un autre monde est possible renoue avec une volonté d'émancipation contre un système fondé sur l'exploitation, le sexisme, le racisme et la violence. Le Forum social mondial (FSM), au départ une rencontre, s'efforce de devenir un processus mondial, permanent, articulé, de réseautage, de création d'une nouvelle culture, de nouvelles «valeurs» d'un mouvement social qui cherche à s'affirmer un acteur incontournable, à la fois face aux États qui essaient de le mâter, et pour les mouvements politiques de gauche qui cherchent à s'en inspirer.



Bref, les contradictions d'aiguisent et nous devons être capables de penser en même temps la radicalisation de la droite et les immenses mobilisations qui émergent des mouvements sociaux de Seattle à Québec en passant par Gênes, Buenos Aires et Johannesburg. Pour le moment, ce mouvement n'a pas de centralité et ne se traduit pas par un projet ou une représentation politique univoque. Mais il s'y dessine à l'évidence des principes communs et des lignes de convergence qu'il est indispensable, pour sa maturation et son efficacité, de renforcer. Comme le signalent les mouvements sociaux réunis à l'occasion du Forum social mondial, «notre diversité est grande - femmes et hommes, jeunes et adultes, peuples indigènes, ruraux et urbains, travailleurs et chômeurs, sans abris, retraités, étudiants, immigrés, peuples de toutes croyances, couleurs et préférences sexuelles. Cette diversité fait notre force. Elle est la base de notre unité. Notre mouvement de solidarité est global, uni dans une même détermination contre la concentration de la richesse, l'extension de la pauvreté et des inégalités, contre la destruction de notre terre. Nous construisons des solutions alternatives, et nous les mettons en œuvre de façon créative. Nos luttes et résistances sont le ciment d'une large alliance contre un système basé sur le sexisme, le racisme et la violence, un système qui privilégie systématiquement le capital et le patriarcat sur les besoins et les aspirations des peuples».

Pour être à la hauteur de tous ces défis, nous avons décidé de faire converger nos efforts et de créer le **Réseau «Alternatives - international»**, qui regroupe des associations de plusieurs pays dans le but de renforcer les synergies et les actions communes. Nous voulons être à la fois :

- Un réseau de mouvements sociaux qui se reconnaissent comme des acteurs importants dans la lutte pour la transformation sociale et politique.
- Un réseau qui promeut des actions de solidarité à l'échelle internationale, pour la démocratie, la justice sociale, les droits et le développement durable, contre l'impérialisme, le militarisme, le racisme.

Déclaration endossée par huit organisations altermondialistes d'Afrique du Sud, du Brésil, du Canada, de France, de l'Inde, du Maroc, de Palestine

<http://alternatives-international.net/?lang=fr>

# Les auteurs

- **Robin Alexander** est le directeur des relations internationales pour le syndicat United Electrical, Radio and Machine Workers of America. ([www.ranknfile-ue.org/index.html](http://www.ranknfile-ue.org/index.html))
- **Pierre Beaudet** est le directeur d'Alternatives et auteur. ([www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca))
- **Matthew Behrens** milite avec «Homes not Bombs» à Ottawa. ([www.HomesnotBombs.org](http://www.HomesnotBombs.org))
- **Dan Labotz** professeur à l'Université de Miami et collaborateur à la revue «Report on the Americas» publié par NACLA à New York. ([www.nacla.org/](http://www.nacla.org/))
- **Edgardo Lander** enseigne la sociologie à l'Université centrale du Venezuela à Caracas et membre du Consejo latinoamericano de ciencias sociales ([www.clacso.org/](http://www.clacso.org/))
- **Margarita Lopez Maya** est historienne et dirige la Chaire d'histoire du Centro des Estudios de desarrollo à l'Universidad Central de Caracas, Elle est également directrice de la Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales publiée à Caracas.
- **Gustave Massiah** enseigne à l'Ecole d'Architecture de Paris-La Villette et co-préside le Centre d'Etudes et d'Initiative de Solidarité Internationale (CEDETIM). Il est également sur le comité de direction d'Alternatives-International. [www.reseau-ipam.org](http://www.reseau-ipam.org)
- **Fred A. Reed**, journaliste, traducteur et écrivain, a publié récemment «Shattered Images : the Rise of Militant Iconoclasm in Syrie» (2004, Talon Books). Il est récipiendaire du Prix du Gouverneur Général pour la traduction de l'«Orient imaginaire» (1992).
- **Carlos Salas** est économiste à l'emploi de l'Instituto del Trabajo de Mexique et enseigne à l'Université autonome de Mexico.
- **Claude Serfati** est chercheur en économie à l'Université de St Quentin en Yvelines et membre du Conseil Scientifique d'ATTAC-France. . Il vient de publier «Impérialisme et mondialisation» aux éditions Syllepse (2004).
- **Carlos Torres** est chercheur avec le Center for Social Justice à Toronto et a édité «The unexpected revolution, The Venezuelan people confront neoliberalism», Socialist interventions Pamphlet Series, Socialist Project,2005 ([www.socialjustice.org](http://www.socialjustice.org))
- **Siddharth Varadarajan** est éditorialiste au journal The Hindu. Le texte est traduit et abrégé de l'original (en anglais) paru le 1er juillet 2005. ([www.hinduonline.com/](http://www.hinduonline.com/))
- **Hilary Wainwright** dirige la revue politique londonienne «The Red Pepper». Elle a publié récemment «Reclaim the State: Experiments in Popular Democracy» (Verso Publishers, 2003). ([www.redpepper.org.uk/](http://www.redpepper.org.uk/))
- **Gilbert Wasserman** rédacteur en chef de la revue «MOUVEMENTS» à Paris. ([www.mouvements.asso.fr/](http://www.mouvements.asso.fr/))



**Alternatives**

3720 avenue du Parc  
bureau 300, Montréal  
(Québec) H2X 2J1  
(514) 982-6606

[www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)